



Assurons
un monde
plus ouvert

Obligations vertes et durables

Rapport annuel 2024



Chiffres clés des émissions

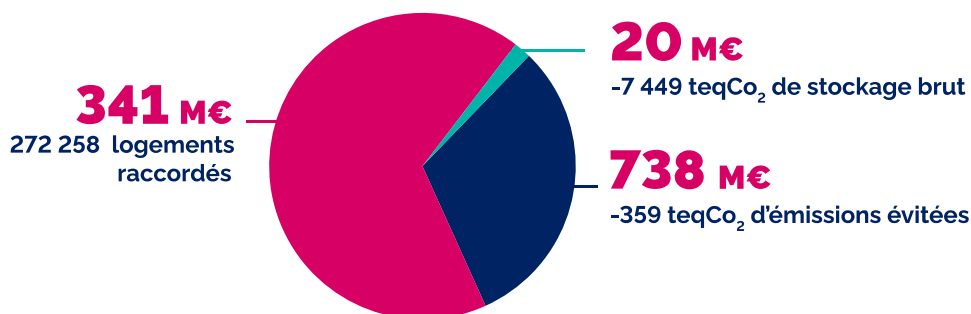
1 250 M€

Volume d'émissions

2

Nombre d'émissions

Allocation des émissions



Catégorie d'actifs	Obligation verte 2019 ISIN : FR0013463775		Obligation durable 2023 ISIN : FR001400F620		% dans le total des émissions
	Montant alloué en M€	% dans l'obligation verte	Montant alloué en M€	% dans l'obligation durable	
Bâtiments verts	738	98%	44	9	63%
Sylviculture durable	12	2%	9	2%	2%
Inclusion digitale	0	N.A.	341	68%	27%
Montant provisoirement investi dans des fonds ISR	0	N.A.	106	21%	12%
Total	750	100%	500	100%	100%

Chiffres clés de l'impact

-7 449 teqCO₂

de stockage brut de CO₂ en 2024 via les trois massifs forestiers

-4,27 GWh

de consommation d'énergie finale annuelle évitée pour les immeubles rénovés, soit 724 teqCO₂e d'émissions évitées par année

0,6 M€

investi dans les bâtiments verts

798

Bénéficiaires du projet Orange Concession par M€ investi

Mesure de l'impact par catégorie d'actifs	Obligation verte 2019 ISIN : FR0013463775		Obligation durable 2023 ISIN : FR001400F620		Impact total par M€ investi dans le portefeuille des émissions
	Impact total	Impact par M€ investi	Impact total	Impact par M€ investi	
teqCO ₂ e pour le Bâtiment vert	-359	-0,49	-147	-3,34	0,6
teqCO ₂ e pour la Sylviculture durable	-4 859	-416,72	-2 590	-299,08	-367
Logements raccordés pour l'inclusion digitale	N.A.	N.A.	272 258	798	798

Edito

Nous nous sommes engagés, auprès des investisseurs qui nous ont accordé leur confiance, à utiliser les 1250 M€ levés pour financer ou refinancer des projets, avec des actifs durables (verts et/ou sociaux) éligibles, nouveaux et/ou existants, tels que définis dans le « Green Bond Framework » et le « Sustainable Bond Framework » disponibles sur le site de CNP Assurances.

Notre reporting d'allocation et d'impact décrit les résultats d'un processus d'investissement exigeant et engagé dans le financement de la transition climatique et l'inclusion digitale pour un montant de 1 144 M€ soit 92% des montants souscrits.

Les projets financés ont un impact direct positif dans nos territoires et dans la vie de nos concitoyens. Ils se concentrent sur la rénovation et la construction de bâtiments verts certifiés par des labels environnementaux (tels que BREEAM, HQE, Effinergie, Biodiversité, etc), l'acquisition et la gestion de massifs forestiers certifiés PEFC et la prise de participation dans un projet d'accompagnement des collectivités rurales dans l'aménagement numérique des territoires.



Aude Verriès

Responsable Green & Sustainable HUB

Sommaire

1. Profil de CNP Assurances et démarche investissements responsables	5
A. Présentation de CNP Assurances	5
B. Investisseur Responsable	7
C. Initiatives de place	9
D. Plan de transition pour l'atténuation du changement climatique	10
E. Investissement à thématique sociale et à impact	11
2. Fonctionnement des obligations vertes et durables	11
A. Présentation du dispositif mis en place	11
B. Les émissions vertes et durables	12
C. Présentation des catégories de projets et de leurs critères d'éligibilité	13
3. Reporting d'allocation	16
A. Allocation en projets verts et durables	17
B. Gestion des fonds non encore alloués	22
4. Reporting d'impact.....	23
A. Bâtiments verts.....	23
B. Sylviculture durable.....	26
C. Inclusion digitale.....	27
5. Focus Orange Concession.....	29
Annexes : Rapports des organismes tiers indépendants	30

1. Profil de CNP Assurances et démarche investissements responsables

A. Présentation de CNP Assurances

Créé il y a plus de 170 ans, CNP Assurances est un acteur incontournable de l'assurance en France et à l'international. Filiale à 100 % de La Banque Postale, le groupe porte l'ensemble des activités d'assurance du pôle financier public français. Spécialiste de l'assurance de personnes, CNP Assurances propose une large gamme de solutions en santé, prévoyance, épargne et retraite, adaptées aux besoins des particuliers, des entreprises et des collectivités.

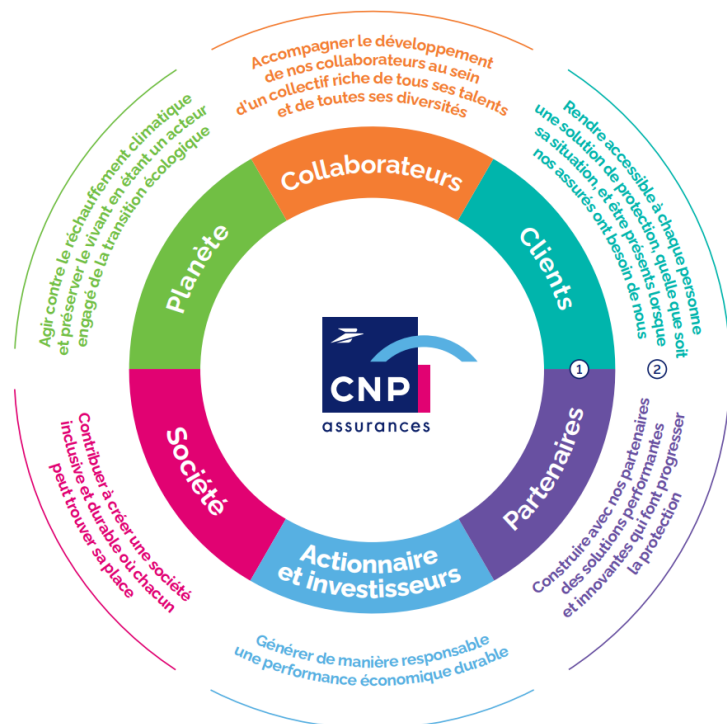
En parallèle de ses activités d'assurance, CNP Assurances est un investisseur de long terme, gérant les investissements pour le compte de ses assurés et de ses actionnaires. Avec près de 320 Md€ investis dans tous les secteurs, CNP Assurances est un acteur majeur du financement de l'économie réelle. CNP Assurances a déployé depuis 2006 une stratégie d'investissement responsable au sein des différentes classes d'actifs. Elle s'est engagée dans de nombreuses initiatives pour renforcer la démarche d'investissement responsable, lutter contre le changement climatique et protéger la biodiversité. En se fixant des objectifs quantitatifs à court ou moyen terme, CNP Assurances renouvelle ses ambitions régulièrement, convaincue que les facteurs de durabilité génèrent des risques financiers contre lesquels elle doit se prémunir pour tenir ses engagements à long terme vis-à-vis de ses assurés.

Notre raison d'être pour boussole

En 2021, CNP Assurances a défini sa raison d'être et a fait le choix de l'inscrire dans ses statuts.

« Assureurs et investisseurs responsables animés par la vocation citoyenne de notre Groupe, nous agissons avec nos partenaires pour une société inclusive et durable en apportant au plus grand nombre des solutions qui protègent et facilitent tous les parcours de vie ».

CNP Assurances a traduit sa raison d'être en engagements concrets vis-à-vis de ses différentes parties prenantes, assortis d'indicateurs de suivi de mise en œuvre.



Les collaborateurs de l'ensemble des métiers et des filiales ont été associés, individuellement et collectivement, à la concrétisation de la raison d'être. Le pilotage des engagements au niveau des métiers et l'intéressement de tous les collaborateurs à l'évolution des indicateurs de la raison d'être ont généré un fort niveau d'engagement et de fierté. À la fin de l'année 2024, certains objectifs ont déjà été atteints et CNP Assurances est sur sa trajectoire pour atteindre la quasi-totalité des objectifs cibles à fin 2025. Les exemples d'actions engagées et le bilan de plusieurs indicateurs présentés ci-après en témoignent.

Deux métiers pilotés par la raison d'être

Assureur complet, inclusif et durable

Assureur de personnes : prévoyance ¹ et santé individuelles et collectives, protection de l'emprunteur en cas de « coup dur » et épargne à travers l'assurance-vie et l'épargne retraite.

Assureur de biens : IARD (Incendie, Accidents et Risques divers).

Investisseur responsable

Investisseur de long terme : CNP Assurances place les primes et l'épargne des assurés dans des dettes d'État, des infrastructures (réseau de transport d'électricité, de fibre, de distribution d'eau) et dans des entreprises de secteurs et d'implantations géographiques diversifiés.

Investisseur engagé : en cohérence avec ses engagements citoyens, CNP Assurances optimise la performance de ses investissements et leur impact sur la société et la planète, en sélectionnant ses actifs selon des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

36 millions

d'assurés en protection de biens et de personnes ² et

13 millions

d'assurés en épargne/retraite dans le monde ²

+ de 412 Md€

investis dans tous les secteurs ³ et

+ de 80 %

des actifs gérés avec des critères ESG ^{3 4}

Un modèle multipartenarial

Le groupe CNP Assurances co-conçoit ses solutions avec des partenaires qui les distribuent au plus grand nombre :

Des partenaires bancaires de long terme :

La Banque Postale (jusqu'en 2036) et BPCE (2030) en France, Caixa Econômica Federal au Brésil (2046), et Banco de Brasília (2044) au Brésil, UniCredit en Italie (2024) et Santander Consumer Finance en Europe (2034).

Plus de 350 partenaires en France :

Des acteurs de la protection sociale, du crédit et de l'épargne patrimoniale.

71,4 %

du chiffre d'affaires ⁵ avec 5 principaux partenaires

63 %

du chiffre d'affaires ⁵ en France

¹ Assurances décès, incapacité et invalidité, accidents de la vie, obsèques

² Périmètre groupe CNP Assurances, c'est-à-dire CNP Assurances SA et ses filiales ainsi que CNP Assurances IARD, CNP Assurances Santé individuelle, CNP Assurances Prévoyance, CNP Assurances Protection sociale et Flex Conseil et Services, au 31 décembre 2024

³ Périmètre CNP Assurances SA et ses filiales

⁴ 91 % pour le périmètre CNP Assurances SA et ses filiales françaises - L'état de durabilité se trouve en chapitre 2 du DEU 2024 : <https://www.cnp.fr/cnp/content/download/12774/file/CNP-Assurances-SA-Document-enregistrement-universel-2024-DEU-VF.pdf>

⁵ Donnée non GAAP dont 9 % pour CNP UniCredit Vita dont la cession est prévue courant 2025.

B. Investisseur Responsable

CNP Assurances déploie une approche globale d'investisseur responsable selon des modalités adaptées à la nature propre de chaque classe d'actifs. Cette démarche contribue à sept objectifs de développement durable des Nations Unies.



La démarche est basée sur les principes de la charte d'investissement responsable de CNP Assurances et guidée par les principes du Pacte mondial :

- respecter les droits de l'homme et du citoyen tels que définis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ;
- respecter les principes de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment le respect de la liberté d'association et du droit à la négociation collective, l'élimination du travail forcé, du travail des enfants et des discriminations ;
- favoriser la protection de l'environnement, la transition énergétique et écologique, les initiatives visant à réduire les changements climatiques ou à s'y adapter ;
- contribuer à la lutte contre la corruption.

Le groupe CNP Assurances est convaincu que la prise en compte des critères ESG dans l'évaluation d'un placement contribue à la création de valeur et optimise le couple rendement/risque dans le temps. Il déploie depuis 2006 une stratégie d'investissement responsable à travers les différentes classes d'actifs qui repose sur trois piliers : la sélection des investissements avec des filtres ESG, une politique d'exclusion, et une politique d'engagement actionnarial via le dialogue et le vote en assemblée générale.

Cette stratégie reflète les engagements de CNP Assurances auprès du Pacte mondial, des Principles for Responsible Investment (PRI), de la Net-Zero Asset Owner Alliance (NZAOA) et du Finance for Biodiversity Pledge.

La stratégie d'investissement responsable déployée par CNP Assurances repose sur trois piliers :

- **la politique d'exclusion** : CNP Assurances exclut de ses investissements certains pays et certaines entreprises sur la base de critères ESG (environnementaux, sociaux ou de gouvernance). Certains pays sont exclus pour des raisons d'opacité fiscale, de corruption ou de non-respect de la démocratie et des libertés. Certaines entreprises sont exclues car elles sont impliquées dans les armes controversées, le tabac, le charbon thermique, le pétrole, le gaz, la déforestation, les pesticides ou ne respectent pas le Pacte mondial des Nations Unies ;
- **la politique d'engagement actionnarial** : au moment des assemblées générales des entreprises cotées en Bourse, CNP Assurances défend les intérêts de ses assurés et met en œuvre ses engagements ESG, en s'opposant par exemple à la rémunération excessive de certains dirigeants ou à la parité insuffisante de certains conseils d'administration. **En 2024, CNP Assurances a voté lors de 84 assemblées générales de 82 entreprises implantées dans onze pays.** Ces entreprises représentent 100 % des encours du portefeuille d'actions en direct de CNP Assurances.
- **la politique de sélection des investissements sur la base de critères ESG** : CNP Assurances vérifie par exemple que le développement de l'entreprise dans laquelle l'argent va être investi ne se fait pas au détriment de ses collaborateurs ou de la planète, autrement dit que son développement est responsable. **En 2024, plus de 82 % des encours de CNP Assurances SA et de ses filiales⁶ disposaient de filtres ESG.**

⁶ 91 % pour le périmètre CNP Assurances SA et ses filiales françaises

Par ailleurs, l'investissement socialement responsable (ISR) fait partie des prestations demandées aux sociétés de gestion dans le cadre de mandat de gestion sur les actifs cotés détenus en direct. Les délégataires de gestion appliquent les politiques ISR définies par CNP Assurances. Ces politiques sont décrites et suivies au travers de reporting et comités spécifiques. La gouvernance consiste en des points périodiques pour organiser la mise en œuvre des politiques ISR et suivre les résultats au travers des reportings demandés par CNP Assurances.

En 2024 CNP Assurances fait partie des 11 % d'entreprises du secteur de l'assurance les mieux classées pour les critères ESG, sur un panel représentatif de 3 agences de notation ESG : MSCI, Sustainalytics et S&P Global CSA. L'agence MSCI lui a notamment attribué la meilleure notation ESG, AAA avec un score de 9,7/10. Il est 5^{ème} ex-aequo sur 81 assureurs vie et santé (périmètre monde)

Indicateur de la raison d'être

11 %

Notation ESG
de CNP Assurances
(positionnement relatif par rapport
au secteur de l'assurance) ⁷

5 à 10 %

Objectif à fin 2025

CNP Assurances s'est fixée pour objectif d'augmenter significativement la part de ses investissements à impact d'ici fin 2025 et de porter ses encours d'investissements verts à 30 milliards d'euros à la même échéance, contre 10,4 milliards d'euros fin 2018. À fin 2024, les encours atteignent déjà :

Indicateurs de la raison d'être

29,4 Md€

Encours d'investissements verts

30 Md€

Objectif à fin 2025

1,7 Md€

Encours d'investissements
à impact ⁸

> 1 Md€

Objectif à fin 2025

⁷ Périmètre CNP Assurances SA et filiales hors CIH, 2024

⁸ Périmètre CNP Assurances SA et filiales France, 2024

C. Initiatives de place

Chronologie de notre stratégie d'investissement responsable

Nos engagements

Adhésion au Pacte mondial



Nos actions

Le groupe CNP Assurances s'attache à respecter les droits de l'homme et du citoyen définis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, et plus spécifiquement les principes de l'Organisation internationale du travail (OIT) et la réglementation du travail propre à chaque pays

1^{re} déclaration des émissions de gaz à effet de serre auprès du CDP

1^{re} implémentation d'une démarche ESG best-in-class sur la totalité du portefeuille actions

Exclusion des producteurs d'armes à sous-munitions et de mines antipersonnel

Signature des Principes for Responsible Investment (PRI)



Exclusion des centres financiers offshore

Signature du Montreal Carbon Pledge



- 1^{re} stratégie climat avec des objectifs quantitatifs d'investissements verts et de réduction de l'empreinte carbone du portefeuille d'investissement
- 1^{re} politique encadrant les investissements dans le secteur du charbon

2003

2005

2006

2008

2011

2014

2015

2016

2017

2019

2020

2021

2022

2023

2024

Nos engagements

Membre supporter et membre signataire du CDP



Adhésion à Climate Action 100+



Adhésion à la Net-Zero Asset Owner Alliance et à l'Institut de la Finance Durable



THE NET-ZERO ASSET OWNER ALLIANCE



Signature du Tobacco-Free Finance Pledge

Soutien à la Task-force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD)

Signature du Finance for Biodiversity Pledge
Membre fondateur de la première coalition mondiale d'engagement autour de la transition juste (Investors for a Just Transition)

Faire valider sa trajectoire de décarbonation par la Science Based Target initiative (SBTi)

Adhésion à Nature Action 100



Adhésion à la Finance for Biodiversity Foundation, à travers l'adhésion du Groupe La Banque Postale



Nos actions

1^{er} rapport public sur l'intégration des facteurs ESG dans la stratégie d'investissement

- Engagement sur la neutralité carbone du portefeuille d'investissement d'ici 2050
- Renforcement de la politique charbon
- Objectif accru d'investissements verts

- 1^{re} publication de la politique d'engagement actionnarial
- Adoption d'un plan de sortie définitive du charbon thermique

- Publication des objectifs à horizon 2025 afin d'atteindre la neutralité carbone du portefeuille d'investissements d'ici 2050
- 1^{re} politique pétrole et gaz
- 1^{re} stratégie biodiversité avec des objectifs quantitatifs

- Renforcement de la politique d'exclusion des énergies fossiles
- Réhaussement de l'objectif d'investissements verts

D. Plan de transition pour l'atténuation du changement climatique

CNP Assurances a rejoint en 2019 la Net-Zero Asset Owner Alliance et s'est engagée à atteindre la neutralité carbone de son portefeuille d'investissements d'ici 2050. L'adhésion à l'Alliance implique la mise en œuvre de trois leviers d'action :

- mesurer régulièrement l'alignement du portefeuille d'investissements avec l'Accord de Paris et publier les progrès accomplis ;
- mener un dialogue actionnarial avec les entreprises pour s'assurer qu'elles s'orientent également vers la neutralité carbone ;
- demander des politiques publiques en faveur d'une transition vers une économie décarbonée.

Le protocole de fixation des objectifs définit la manière dont les membres de l'Alliance fixent un premier ensemble d'objectifs climatiques à horizon 2025 alignés avec les connaissances scientifiques. Le protocole est mis à jour annuellement afin d'accroître sa couverture et tenir compte de l'avancée des connaissances scientifiques disponibles, notamment les conclusions du GIEC. Ainsi, après avoir fixé des objectifs en février 2021, CNP Assurances a revu ses objectifs en intégrant les dernières recommandations publiées.

	Scénario 1,5 °C de référence	Cibles CNP Assurances	Leviers et actions
Fonctionnement interne 	50 % entre 2019 et 2030	50 % entre 2019 et 2030 Réduction du Scope 1 et 2	Efficacité énergétique Énergie renouvelable Sobriété énergétique
Investissements dans l'énergie 	Charbon Scénario à 1,5 °C de Climate Analytics : arrêt de l'activité charbon d'ici 2030 dans les pays de l'Union européenne et de l'OCDE, et d'ici 2040 dans le reste du monde	Charbon Exposition directe du portefeuille d'investissements au charbon thermique nulle d'ici 2030 dans les pays de l'Union européenne et de l'OCDE, et d'ici 2040 dans le reste du monde	Exclusion Engagement actionnarial
	Pétrole et gaz Scénario à 1,5 °C <i>Net Zero Emission by 2050</i> de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) : arrêt dès 2021 du développement des champs de pétrole ou de gaz fossile (nouveaux sites ou extension)	Pétrole et gaz Exclusion des financements de projets et des investissements dans des entreprises développant de nouveaux projets d'exploration ou de production de pétrole ou de gaz fossile	Exclusion Engagement actionnarial
	Producteurs d'électricité Trajectoires à 1,5 °C du <i>One-Earth Climate Model</i> (OECM) tenant compte de l'implantation géographique des producteurs d'électricité détenus en direct : 216 kgCO ₂ e/MWh d'ici fin 2024	Producteurs d'électricité Objectif de réduction de 17 % de l'intensité carbone entre 2019 et 2024 pour atteindre 216 kgCO ₂ e/MWh d'ici fin 2024.	Engagement actionnarial Stratégie ESG de sélection et gestion d'actifs
Investissements dans les entreprises 	- 40 % à - 60 % entre 2020 et 2030 Réduction des émissions de GES dans le monde (IPCC <i>Sixth Assessment Report</i> : trajectoires avec un risque de dépassement nul ou faible du réchauffement climatique au-delà de 1,5 °C)	- 53 % entre 2019 et 2029 Objectif de réduction de 53 % de l'empreinte carbone du portefeuille actions, obligations d'entreprise et infrastructures détenues en direct entre 2019 et 2029 pour atteindre 50 kgCO ₂ e/K€ d'ici fin 2029.	Stratégie ESG de sélection et gestion d'actifs
Investissements immobiliers 	13 kgCO ₂ e/m ² d'ici fin 2029 Trajectoires à 1,5 °C du <i>Carbon Risk Real Estate Monitor</i> (CRREM) tenant compte de la typologie et de l'implantation géographique des immeubles détenus en direct.	13 kgCO ₂ e/m ² d'ici fin 2029 Objectif de réduction de 32 % de l'empreinte carbone du portefeuille immobilier détenu en direct, <i>via</i> les <i>club deals</i> et le fonds Lamartine entre 2019 et 2029 pour atteindre 13 kgCO ₂ e/m ² d'ici fin 2029.	Stratégie ESG de sélection et gestion d'actifs
Tous les investissements 	La limitation du réchauffement climatique à + 1,5 °C nécessite d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050	Adhésion à la <i>Net-Zero Asset Owner Alliance</i> et engagement d'atteindre la neutralité carbone du portefeuille d'investissements d'ici 2050	Stratégie ESG de sélection et gestion d'actifs

E. Investissement à thématique sociale et à impact

CNP Assurances investit depuis plusieurs années dans des obligations à thématique sociale (social bonds, partie sociale des sustainable bonds). Ces obligations répondent à de forts enjeux sociaux et contribuent à une création de valeur durable pour l'ensemble des parties prenantes. **À fin 2024, les montants investis par CNP Assurances dans ces obligations représentent 4,6 milliards d'euros.**

CNP Assurances investit depuis plusieurs années dans des investissements à impact environnemental ou social au sens de la définition adoptée par l'association France Invest. Les investissements à impact restent assez marginaux car ils se distinguent des investissements ISR, ou de ceux intégrant un filtre ESG, par la combinaison de critères d'intentionnalité (objectif explicite d'impact ex ante, intervenant dans les décisions d'investissement), d'additionnalité (notamment via un engagement auprès des entreprises financées) et de mesurabilité (des externalités sociales ou environnementales poursuivies). **À fin 2024, ces investissements représentent 1,7 milliard d'euros d'encours, et CNP Assurances s'est donné comme objectif de sa raison d'être d'atteindre au moins 1 milliard d'euros à fin 2025.** Ces actifs regroupent notamment des fonds thématiques liés au logement, aux barrières sociales dans le financement des entreprises, au soutien à l'économie sociale et solidaire, ou encore à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. On peut par exemple citer l'investissement de CNP Assurances dans le fonds de dette à impact LBPAM Infrastructure Debt Climate Fund en 2022, dans le cadre d'une stratégie conciliant recherche de rendement et impact climatique et social.

2. Fonctionnement des obligations vertes et durables⁹

A. Présentation du dispositif mis en place¹⁰

CNP Assurances s'est appuyée sur les Green Bond Principles (GBP), 2021, le Social Bond Principles (SBP), 2023, et les Sustainable Bond Guidelines (SBG), 2021. Il s'agit des lignes directrices d'application volontaire pour l'émission des obligations vertes et durables, avec quatre principes clés :

Utilisation des fonds	Gestion des fonds
Sélection et évaluation des projets	Reporting

Animée par cette vision, CNP Assurances a mis en place en 2019 un premier document cadre afin de procéder à des émissions vertes puis l'a aligné avec sa Raison d'Être en 2022 afin d'y inclure les dimensions sociales et durables.

Vigeo Eiris en 2019 puis ISS ESG en 2022, deux agences spécialisées dans l'évaluation des performances ESG (Environnement, Social et Gouvernance), ont analysé successivement le Framework. Elles ont conclu à chaque fois que ce dernier était en conformité avec les quatre principes clés des Green Bonds Principles (GBP).

Dès 2019, Vigeo Eiris a attribué le niveau de performance ESG le plus élevé « Advanced » au Framework, reconnaissant ainsi l'engagement profond de l'entreprise en matière de responsabilité sociale et environnementale.

En 2022, ISS ESG a confirmé l'alignement du Framework mis à jour de CNP Assurances avec les Green Bond Principles (GBP), les Social Bond Principles (SBP) et les Sustainability Bond Guidelines (SBG) ainsi que sa cohérence avec la stratégie de durabilité de l'entreprise.

⁹ Nous entendons par durable, le fait que l'allocation en résultant respecte le Framework vert (2019) ou social (2022).

¹⁰ Le document cadre de CNP Assurances, les Second Party Opinion de Vigeo Eiris et d'ISS ESG ainsi que les rapports de Mazars sont disponibles sur notre site : <https://www.cnp.fr/le-groupe-cnp-assurances/investisseurs/notations-et-financement/financements>

Enfin, pour garantir dans un souci de transparence l'utilisation adéquate des fonds collectés, l'entreprise fait appel annuellement à un tiers externe qui atteste de l'utilisation correcte des fonds levés. Cette démarche renforce la confiance du public envers CNP Assurances et son engagement sincère en faveur d'un avenir plus vert et durable.

À travers cette démarche, CNP Assurances réussit à conjuguer ses objectifs commerciaux avec sa vision écologique et sociale, créant ainsi une démarche cohérente de responsabilité et de progrès en matière de développement durable.

B. Les émissions vertes et durables

En 2019, CNP Assurances a réalisé une émission verte inaugurale de 750 millions d'euros de maturité 30,8 ans Non Call 10,8, qui constitue du capital réglementaire Tier 2 conformément à la réglementation Solvabilité 2. Cette émission a été largement sursouscrite avec un montant d'ordres proche de 2 milliards d'euros. Le taux d'intérêt fixe annuel de l'obligation est de 2%, ce qui représente le plus bas coupon obtenu par CNP Assurances pour du capital Tier 2. Les fonds levés grâce à cette émission sont utilisés pour financer des projets verts tels que des immeubles à haute performance énergétique, des forêts gérées durablement, et des infrastructures vertes comme des projets d'énergie renouvelable et des moyens de transport à faibles émissions de CO2.

Après le succès de sa première émission, CNP Assurances a réalisé en 2023 une émission durable inaugurale d'un montant de 500 millions d'euros de maturité 30,5 ans Non Call 10,5 constituant du capital réglementaire Tier 2. Le taux d'intérêt fixe annuel de cette obligation est de 5,25%. Les fonds levés seront utilisés exclusivement pour financer des actifs verts ou sociaux tels que définis dans les Frameworks sur les obligations vertes et obligations durables de CNP Assurances.

Les projets financés par ces émissions contribuent à l'objectif de CNP Assurances de multiplier par deux ses encours d'investissements verts, pour atteindre 30 milliards d'euros d'ici fin 2025.

Tableau 1 : Caractéristiques des émissions

Type d'émission	Année d'émission	ISIN	Tiering Solvabilité 2	Montant nominal de l'émission en euro (M€)	Première date de call	Maturité légale
Obligation verte	2019	FR0013463775	Tier 2	750	27/07/2030	27/07/2050
Obligation durable	2023	FR001400F620	Tier 2	500	18/07/2033	18/07/2053

C. Présentation des catégories de projets et de leurs critères d'éligibilité

a. Analyse d'éligibilité des projets

Les projets financés par les obligations vertes et durables¹¹ doivent être éligibles à l'une des catégories suivantes, conformément Framework sur les émissions vertes et durables :

Catégories vertes	
Infrastructure verte    Énergies renouvelables (Taxonomie 3.1, 3.10., 4.1., 4.2., 4.3., 4.5., 4.6., 7.6.) Transport propre (Taxonomie 6.14., 6.15) Bénéfices environnementaux Atténuation du changement climatique. Prévention et contrôle de la pollution.	Gestion durable de l'eau et des eaux usées   Eau durable et gestion des eaux usées (Taxonomie 5.1., 5.3.) Bénéfices environnementaux Utilisation durable et protection de l'eau et des ressources marines. Protection et restauration de biodiversité et des écosystèmes.
Décontamination et assainissement des sites   Décontamination des sols Bénéfices environnementaux Prévention et contrôle de la pollution.	Production durable et chaînes d'approvisionnement    Économie circulaire Bénéfices environnementaux Protection et restauration de biodiversité et des écosystèmes.
Bâtiments verts    Construction de nouveaux bâtiments verts (Taxonomie 7.7.) Rénovation et restructuration de bâtiments existants (Taxonomie 7.2.) Investissement, entretien, réparation pour améliorer la performance énergétique (Taxonomie 7.3., 7.5., 7.6.) Bénéfices environnementaux : Atténuation du changement climatique. Installation, maintenance et réparation des technologies d'énergie renouvelable Catégorie allouée dans l'émission verte	Sylviculture durable  Gestion durable des forêts et des terres (Taxonomie 1.3.) Bénéfices environnementaux : Atténuation du changement climatique. Prévention et contrôle de la pollution. Protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes. Catégorie allouée dans l'émission durable
 Protection de l'environnement et de la diversité biologique Bénéfices environnementaux Protection et restauration de la biodiversité et de l'écosystème	

¹¹ Nous entendons par durable, le fait que l'allocation en résultant respecte le Framework sur les obligations vertes (2019) ou les obligations durables (2022).

Catégories sociales

Accès aux services essentiels (soin de santé)



Bénéfices en durabilité

Améliorer la disponibilité des soins médicaux et l'état de santé de la population.
Réduire les inégalités territoriales et sociales de santé, notamment en termes de temps de transport et de distance d'accès aux soins.

Accès aux services essentiels (soin d'éducation)



Bénéfices en durabilité

Assurer l'accès de tous à un enseignement secondaire, universitaire et professionnel de qualité.

Logement abordable



Bénéfices en durabilité

Lutte contre le logement insalubre et l'accès au logement.

Financements liés aux PME dans les régions économiquement moins performantes



Bénéfices en durabilité

Avancement socio-économique et autonomisation.
Diversité.

Inclusion digitale



Bénéfices en durabilité

Réduction de la fracture digitale.

Catégorie allouée dans l'émission durable

b. Processus d'évaluation et de sélection des projets

Afin d'évaluer et de sélectionner les actifs durables éligibles (verts ou sociaux) qui seront financés par l'émission d'une obligation durable (verte, sociale ou durable), CNP Assurances a mis en place un Comité des Obligations Durables chargé de :

- vérifier la conformité des potentiels actifs verts ou sociaux éligibles avec la politique RSE interne de CNP Assurances, y compris les critères ESG ;
- sélectionner le portefeuille d'actifs verts ou sociaux éligibles conformément aux critères d'éligibilité énoncés dans la section "Affectation des fonds" du Framework ;
- assurer le suivi de ce portefeuille en remplaçant, si nécessaire, les actifs ne répondant plus aux critères d'éligibilité (c'est-à-dire désinvestissement, annulation, inéligibilité) par de nouveaux actifs verts ou sociaux éligibles ;
- valider la publication du reporting annuel.

Le Comité des Obligations Durables se réunit au moins une fois par an et est composé des parties concernées, notamment :

- la direction des investissements,
- la direction RSE.

Le Comité des Obligations Durables procède régulièrement à une revue de l'ensemble des actifs déjà alloués afin de s'assurer qu'ils ne sont pas exposés à des controverses ESG majeures. L'apparition d'une telle controverse pourrait

entraîner le retrait temporaire ou définitif d'un projet de la liste des actifs éligibles, auquel cas un actif de substitution serait proposé pour l'allocation.

Lors de sa réunion du 2 juillet 2025, le Comité n'a identifié aucun impact environnemental ou social significatif, ni aucune controverse majeure ESG nécessitant une action.

Le Comité, présidé par le Directeur des Investissements et membre du Comité Exécutif, consigne chaque réunion dans un rapport détaillé et un relevé des décisions.

c. Types d'instruments éligibles

Les actifs verts et sociaux sont financés par CNP Assurances via une participation au capital ou des instruments de dette (à l'exclusion des obligations vertes émises par d'autres émetteurs). Dans un souci de clarté, cela comprend également :

- les investissements en capital par CNP Assurances dans des sociétés cotées et non cotées pour lesquelles au moins 90% du chiffre d'affaires est attribuable à des projets/actifs répondant aux critères d'éligibilité du Framework. Le montant affecté sera au moins égal à la proportion du CA attribuable à des activités durables ;
- les investissements en dette de CNP Assurances dans des sociétés cotées et non cotées dont au moins 90% du chiffre d'affaires est attribuable à des projets/actifs répondant aux critères d'éligibilité du Framework. Le montant affecté sera au moins égal à la proportion du CA attribuable à des activités durables ;
- l'investissement dans des fonds durables i. e. des fonds investissant à minima à 90% dans des actifs durables ;
- l'investissement via fonds, CNP Assurances ne comptabilisera que la part investie de la société ou le montant équivalent des actifs financés, en tenant compte de la proportion des actifs du fonds qui répondent aux critères d'éligibilité du Framework :
 - CNP Assurances n'inclura que les fonds qui financent des actifs ou qui sont des *pure player* (plus de 90% du CA est attribuable à des projets/actifs répondant aux critères d'éligibilité du Framework) ;
 - CNP Assurances exclura les fonds qui financent des sociétés dont seule une partie des projets serait éligible ;
 - Afin d'éviter la double comptabilisation, CNP Assurances ne comptabilise comme éligible qu'un montant équivalent à la valeur totale du financement des actifs alignés sur le Framework et non déjà affectés à un autre refinancement ;
 - CNP Assurances dialogue régulièrement avec les gestionnaires de fonds pour éviter tout problème de double comptabilisation dans le cadre d'un co-investissement ;
 - CNP Assurances s'assure que tous les actifs éligibles n'ont pas été et ne seront pas à l'avenir affectés à un autre refinancement.

d. Actifs exclus

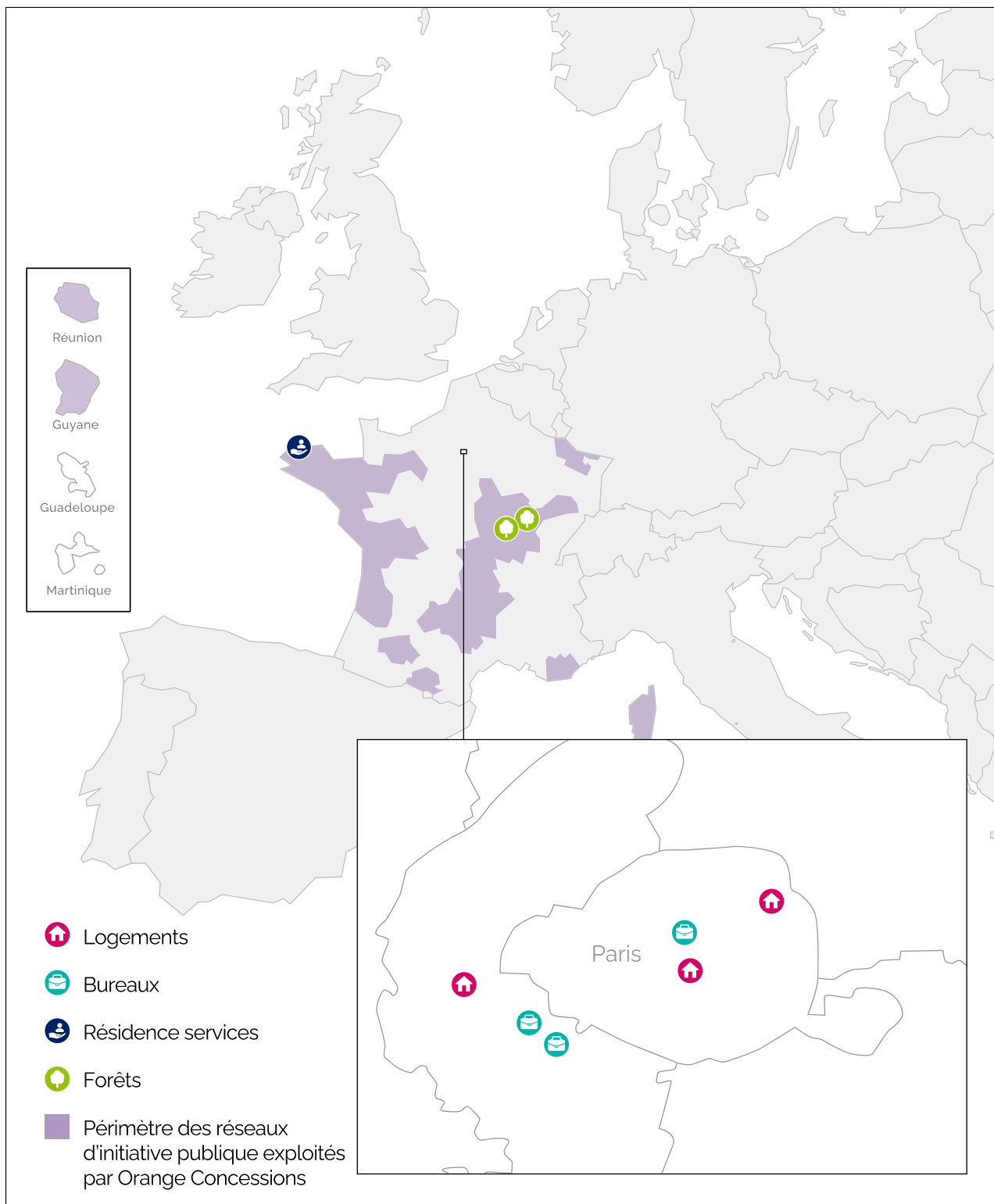
En complément des contraintes exposées ci-dessus, ont été exclus les actifs détenus dans des fonds dont la gestion est discrétionnaire, ainsi que les actifs en représentation de passifs en unités de compte.

e. Décision d'adossement

Un comité *ad hoc* se tient annuellement afin de (i) valider les actifs éligibles à adosser aux émissions, et (ii) de vérifier la conformité de l'allocation des actifs au document cadre. La proposition est préparée par le service Green and Sustainable Hub.

Le comité est présidé cette année par la Directrice des Investissements France de CNP Assurances par représentation du Directeur Investissements et Epargne en Europe, et coprésidé par la Directrice de la Durabilité du Groupe. Le dernier comité s'est tenu le 2 juillet 2025.

3. Reporting d'allocation



L'intégralité des 750 millions d'euros d'obligations vertes émis en novembre 2019 a été allouée à des projets verts au 31 décembre 2020, dont 53 % du montant levé dédié au refinancement. Sur les 500 millions d'euros d'obligations durables émises en janvier 2023, 394 millions d'euros ont déjà été alloués. Parmi ces montants, 88 % correspondent à des opérations de refinancement.

A. Allocation en projets verts et durables

L'allocation effectuée permet une diversification entre les catégories de projets, les zones géographiques et la part de refinancement. Au 31 décembre 2024, la répartition des 1 250 millions d'euros d'obligations vertes et durables est la suivante :

Tableau 2 : *Montants alloués par obligation*¹²

	Obligation verte 2019 ISIN : FR0013463775	Obligation durable 2023 ISIN : FR001400F620	Total des émissions
Montants émis en M€	750	500	1250
Montants alloués au 31/12/2024	750	394	1144
Montants décaissés au 31/12/2024	750	391	1141
Montant à allouer et provisoirement investi dans des fonds ISR en M€	0	106	106
Part de refinancement sur les montants alloués	53%	88%	N.A.
Part de nouveau financement sur les montants alloués	47%	N.A.	N.A.

Tableau 3 : *Montants alloués par catégorie d'actifs*

Catégorie d'actifs	Obligation verte 2019 ISIN : FR0013463775		Obligation durable 2023 ISIN : FR001400F620		% dans le total des émissions ¹³
	Montant alloué en M€	% dans l'obligation verte	Montant alloué en M€	% dans l'obligation durable	
Bâtiments verts	738	98%	44	9%	63%
Sylviculture durable	12	2%	9	2%	2%
Inclusion digitale	0	N.A.	341	68%	27%
Montant provisoirement investi dans des fonds ISR	0	N.A.	106	21%	8%
Total	750	100%	500	100%	100%

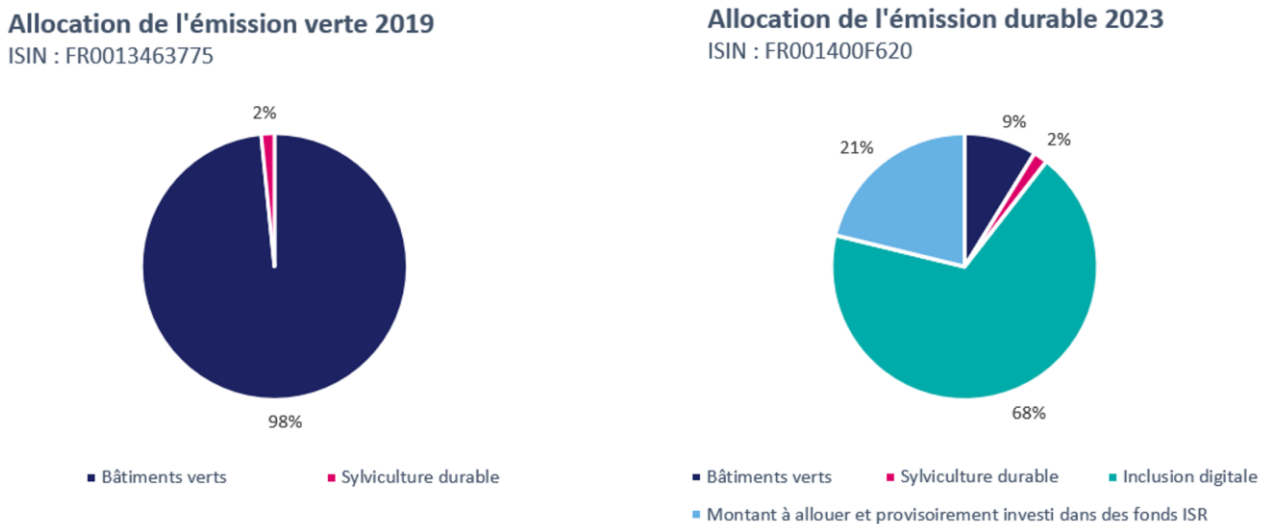
Au 31/12/2024, dix projets au total ont été financés par les obligations vertes et durables. Les projets retenus sont regroupés par catégorie et décrits ci-dessous.

¹² Excepté celles concernant les montants alloués en millions d'euros, toutes les données de ce rapport sont arrondies à l'unité près.

¹³ Le montant total d'obligations vertes et durables est de 1 250 M€, il inclut les montants alloués et non alloués,

Dans le cadre de son Obligation verte, CNP Assurances s'est désengagée en 2024 du projet Îlot 14¹⁴ et des massifs forestiers en Écosse¹⁵, pour des montants d'allocation respectifs de 6,9 M€ et 9,6 M€. Les capitaux ainsi libérés ont été réinvestis dans le projet Issy Cœur de Ville. Ces réallocations sont intégrées et détaillées dans le présent rapport.

Graphique 1 : Allocation au 31/12/2024 par obligation et par catégorie d'actifs



Les montants indiqués ci-dessous en millions d'euros (M€) correspondent aux montants déjà décaissés par CNP Assurances et financés par les obligations vertes ou durables. Ces montants peuvent être inférieurs aux montants totaux du projet. En revanche, la surface indiquée est la surface totale du projet. En 2024, 90% des actifs sont financés à 100 % par CNP Assurances (1/10 des actifs – Orange Concessions). À fin 2024, tous les actifs étaient pleinement éligibles au regard du Framework.

Pour les constructions d'immeubles neufs, l'obtention des certificats et labels environnementaux fait l'objet d'un engagement ferme et contractuel de la part des promoteurs.

¹⁴ Il a été constaté que la trajectoire de performance énergétique actuelle ne permet pas, à long terme, d'être en conformité avec le Framework.

¹⁵ Décision interne de cession de l'actif

a. Bâtiments verts (taxonomie 7.2., 7.3., 7.5., 7.6., 7.7.)

7 projets de bâtiments verts ont été retenus dans les actifs éligibles à l'obligation verte dont :

- 2 projets de rénovation et restructuration de bâtiments existants (taxonomie 7.2.¹⁶) pour un montant alloué de 47 millions d'euros

Tableau 4.1 : Répartition des allocations au sein des bâtiments verts, catégorie rénovation et restructuration de bâtiments existants

Projet	Opération	Label	Surfaces totales	Date de livraison	ICMA GBP	% alloué dans le total des émissions ¹⁷	Montant alloué	Montant décaissé	ISIN de l'obligation
Paris Ancienne Comédie, 14 rue de l'Ancienne Comédie, Paris 6°	Restructuration d'un immeuble de bureaux en immeuble mixte bureaux et logements. Livré en octobre 2020	BEE Tertiaire neuf Version A HQE Excellent (bureaux) NF Habitat Excellent (logements)	1 073 m²	19/10/2020	Efficacité énergétique. Bâtiment vert.	0,2%	3 M€	3 M€	Obligation verte (FR0013463775)
Montagne de la Fage 70 rue Balard, Paris 15° (Nouvelle allocation 2024)	L'immeuble est en cours de restructuration suite au départ de l'ancien locataire. L'immeuble a été livré fin juin 2024 mais l'arrivée de ses futurs occupants n'est planifiée qu'au T3 2025 donc pas de relevé de consommation.	HQE Rénovation Exceptionnel BREEAM Refurbishment & Fit-Out Excellent OsmaZ Ready BBCA Rénovation Standard WiredScore Platinum SmartScore Certified BiodiverCity ABCB	9 470 m²	06/2024	Efficacité énergétique. Bâtiment vert.	3,5%	44 M€	41 M€	Obligation durable (FR001400F620)
Total							47 M€	44 M€	

¹⁶ Il est à noter que le présent document propose une cartographie des activités telles qu'elles sont décrites dans la taxonomie, indiquant ainsi leur éligibilité, et non leur alignement complet avec les critères de la taxonomie.

¹⁷ Le montant total d'obligations vertes et durables est de 1 250 M€, il inclut les montants alloués et non alloués.

- **5 projets de construction de nouveaux bâtiments verts (taxonomie 7.7.)**
pour un montant alloué de **735 millions d'euros**

Tableau 4.2. : Répartition des allocations au sein des bâtiments verts, catégorie construction de nouveaux bâtiments verts

Projet	Opération	Label	Surfaces totales	Date de livraison	ICMA GBP	% alloué dans le total des émissions	Montant alloué	Montant décaissé	ISIN de l'obligation
Saint Cloud, 54 rue du 18 juin 1940, Saint-Cloud	Acquisition en VEFA d'un immeuble résidentiel de 62 logements. Livré en avril 2021	<i>Effinergie + Référentiel RT2012* HQE Très performant</i>	4 355 m ²	20/04/2021	Efficacité énergétique. Bâtiment vert.	2,9%	36 M€	36 M€	Obligation verte (FR0013463775)
Paris Richelieu, 85-89 rue de Richelieu, Paris 2 ^e	Acquisition en VEFA d'un actif de 31 753 m ² en cours de restructuration. Acquisition en octobre 2018.	<i>Effinergie Rénovation BBC HQE Rénovation Exceptionnel BREEAM Excellent Well Building & standard V1 Silver</i>	31 753 m ²	02/06/2020	Efficacité énergétique. Bâtiment vert.	5,0%	63 M€	63 M€	Obligation verte (FR0013463775)
Issy Cœur de Ville, 4 Promenade Cœur de Ville, Issy-les-Moulineaux	Acquisition en VEFA, au sein d'un éco-quartier favorisant la biodiversité, d'un bâtiment à énergie positive utilisant la géothermie et disposant de 3 300 m ² de panneaux photovoltaïques. Livraison réalisée en 2022. Issy Cœur de Ville est composé de 3 bâtiments.	<i>HQE 2015 Exceptionnel BREEAM 2016 Outstanding BEPOS Effinergie 2013* BiodiverCity ABCC Well Silver Wired Score Gold pour B1* Silver pour B2 et B3</i>	40 000 m ²	07/09/2022	Efficacité énergétique. Bâtiment vert. Energies renouvelables.	18,6%	249 M€	249 M€	Obligation verte (FR0013463775)
Aquarel, 145-151, Quai du Président Roosevelt, Issy-les-Moulineaux	Acquisition d'un immeuble neuf (2019) de 33 465 m ² en 2020	<i>HQE Excellent BREEAM Conception Very Good BREEAM Construction Very Good Effinergie +</i>	33 465 m ²	01/02/2019	Efficacité énergétique. Bâtiment vert.	30,0%	375 M€	375 M€	Obligation verte (FR0013463775)
Perros Les Megalithes Roses, 53 Boulevard Aristide Briand, Perros-Guirec	Acquisition en VEFA d'une résidence senior dont la consommation devrait être inférieure de 15% à la consommation de référence (RT2012). Livraison effectuée en 2019	<i>NF Habitat HQE Très Performant NF Tertiaire HQE très bon</i>	6 645 m ²	28/03/2019	Efficacité énergétique. Bâtiment vert.	1,0%	12 M€	12 M€	Obligation verte (FR0013463775)
Total							735 M€	735 M€	

* Certificat en cours d'obtention ou à obtenir

b. Sylviculture durable (taxonomie 1.3.)

2 projets de sylviculture durable ont été retenus : un projet dans les actifs éligibles à l'obligation verte situé en **Région Bourgogne-Franche-Comté** et un projet dans les actifs éligibles à l'obligation durable situé dans **la Nièvre** (forêt de Merry Vaux), pour un montant total alloué de **21 millions d'euros**

Tableau 5 : Répartition des allocations au sein de la sylviculture durable

Projet	Opération	Label	Surfaces totales	Date d'acquisition	ICMA GBP	% alloué dans le total des émissions	Montant alloué	Montant décaissé	ISIN de l'obligation
Groupe Forestier de NAN Région Bourgogne-Franche-Comté (France)	Acquisition de 2 massifs situés en Bourgogne / Franche-Comté dans les départements du Doubs et de Haute-Saône	PEFC	974 ha	Octobre 2018	Gestion durable des ressources naturelles vivantes et des sols. Préservation de la biodiversité terrestre et aquatique.	0,9%	12 M€	12 M€	Obligation verte (FR0013463775)
Massif de Merry Vaux Nièvre (France)	Acquisition d'un massif dans la Nièvre.	PEFC	513 ha	2021	Gestion durable des ressources naturelles vivantes et des sols. Préservation de la biodiversité terrestre et aquatique.	0,7%	9 M€	9 M€	Obligation durable (FR001400F620)
Total							21 M€	21 M€	

c. Inclusion digitale

1 projet d'inclusion digitale a été retenu dans les actifs éligibles à l'**obligation durable** pour un montant alloué de **341 millions d'euros**. L'actif a reçu l'intégralité de son allocation en octobre 2021.

Tableau 6 : Répartition des allocations au sein de l'inclusion digitale

Projet	Opération	Label	Date de lancement	% alloué dans le total des émissions	Montant alloué	Montant décaissé	ISIN de l'obligation
Orange Concessions	Prise de participation dans Orange Concessions. Orange Concessions accompagne les collectivités locales dans l'aménagement numérique de leur territoire : elle orchestre la conception, la construction et l'exploitation des réseaux fibre en France et DOM TOM., en s'appuyant sur Orange comme partenaire industriel de référence.	N.A.	2021	27,3%	341 M€	341 M€	Obligation durable (FR001400F620)
Total					341 M€	341 M€	

L'ensemble des projets décrits ci-dessus représentent un investissement total de **1 144 M€**.

B. Gestion des fonds non encore alloués

CNP Assurances prévoit de gérer les produits des obligations durables émises selon une logique de correspondance nominale. Un montant équivalent au produit net des obligations sera affecté aux actifs durables éligibles. Le Groupe s'engage à allouer ces produits dans un délai maximum de 36 mois. En cas de perte d'éligibilité d'un projet ou de désinvestissement d'un actif, CNP Assurances s'engage, dans la mesure du possible, à réallouer les produits nets à un autre projet éligible.

Afin d'assurer une gestion transparente et efficace tout au long de la durée de vie des obligations durables, un système de suivi interne a été mis en place dans le cadre du processus de gestion de trésorerie.

Dans l'attente de l'allocation finale, ou en cas de pénurie d'actifs verts et durables éligibles, CNP Assurances veille à investir les fonds disponibles de manière responsable. Conformément à sa politique de trésorerie, ces fonds sont placés dans des véhicules d'investissement socialement responsable (ISR) promouvant des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

Au 31 décembre 2024, 106 millions d'euros avaient été investis dans des fonds ISR. À la suite de la réunion du comité du 2 juillet 2025, au cours de laquelle de nouvelles allocations ont été approuvées, l'intégralité des produits disponibles aura été allouée. Par conséquent, aucun solde non alloué ne figurera dans le rapport 2025.

4. Reporting d'impact

La mesure d'impact en termes d'économies d'énergie et/ou d'émissions de gaz à effet de serre évitées est présentée pour l'ensemble des immeubles. Pour les forêts, l'impact est mesuré en termes de stockage net de CO₂. Pour l'inclusion digitale, le principal indicateur d'impact est le nombre de logements raccordés.

Tableau 7 : *Tableau d'impact des obligations vertes et durables*

Mesure de l'impact par catégorie d'actifs	Obligation verte 2019 ISIN : FR0013463775		Obligation durable 2023 ISIN : FR001400F620		Impact total par M€ investi dans le portefeuille des émissions
	Impact total	Impact par M€ investi	Impact total	Impact par M€ investi	
teqCO ₂ e pour le Bâtiment vert ¹⁸	-359	-0,49	-147	-3,34	-0,6
teqCO ₂ e pour la Sylviculture durable	-4 859	-416,72	-2 590	-299,08	-367
Logements raccordés pour l'inclusion digitale	N/A	N/A	272 258	798	798

A. Bâtiments verts

a. Rénovation et restructuration de bâtiments existants

Les restructurations et les réhabilitations des immeubles ont pour but d'améliorer la performance énergétique et de permettre ainsi des économies d'énergie une fois les travaux livrés.

Les calculs de ces économies d'énergie sont réalisés par des bureaux d'étude spécialisés en amont des travaux : dans un premier temps, la consommation annuelle avant travaux est constatée, dans un second temps, une estimation des économies calculées par type d'énergie et par usage est réalisée pour chaque type de travaux effectués. La diminution de la consommation d'énergie résultant de ce calcul avant et après travaux correspond à l'économie d'énergie estimée post-travaux, afin de prendre en compte les habitudes de consommation des occupants et d'appliquer une référence commune à l'ensemble des actifs, les consommations d'énergie et émissions de GES réelles sont comparées aux consommations et aux émissions de référence issues de la méthode de calcul appliquée dans le cadre du projet SBTi¹⁹. Cette méthode permet de prendre en compte la performance moyenne par type d'actif, âge et situation géographique. Elle prend également en compte les consommations par type d'énergie et les facteurs d'émissions par source d'énergie.

¹⁸ La catégorie « Bâtiment vert » enregistre en 2024 une nette diminution de son impact en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, avec un gain estimé à -359 tCO₂e, contre -1 340 tCO₂e en 2023. Cela représente une baisse de 73,2 % de l'impact évité par rapport à l'année précédente. Cette évolution s'explique principalement par la sortie de l'actif Ilot 14, ainsi que par une hausse significative du taux d'occupation du site Issy Cœur de Ville, limitant les réductions d'émissions observées.

¹⁹ Science Based Targets (SBTi) groupe scientifique qui favorise une action climatique ambitieuse dans le secteur privé en permettant aux organisations de fixer des objectifs de réduction des émissions fondés sur des données scientifiques.

Le tableau ci-dessous indique sur les projets sélectionnés les économies d'énergie estimées et la conversion en émissions de CO₂ évitées²⁰ (noté CO₂e).

Tableau 8.1 : Tableau d'impact des bâtiments verts, catégorie rénovation et restructuration de bâtiments existants

	Estimation de l'évolution de la consommation énergétique post travaux (en %)	Estimation de l'évolution d'émission de CO ₂ (en %)	Estimation de la consommation énergétique évitée en année pleine post travaux	Estimation des émissions de CO ₂ évitées en année pleine au terme des travaux	teqCO ₂ e/€1M/an ²¹	ISIN de l'obligation concernée
Paris Ancienne Comédie	-68%	-81%	-0,09 GWh	-12 teqCO ₂	-3,98	FR0013463775
Montagne de la Fage	-100%	-100%	-2 GWh	-147 teqCO ₂	-3,34	FR0013463775
Total	N.A.	N.A.	-2,11 GWh	-159 teqCO ₂	-3,38	N.A.

b. Construction de nouveaux bâtiments verts

Les bâtiments verts ont été conçus de manière à ce qu'ils observent un équilibre entre le respect de l'environnement (énergie, carbone, eau, déchets, biodiversité...), la qualité de vie et la performance économique par une approche globale multicritères.

À ce titre la certification BREAM et HQE assure des standards de gestion de l'énergie et de l'eau grâce à :

- l'utilisation de solutions à énergies renouvelables ;
- la mise en place de compteurs et sous-compteurs pour la consommation d'eau ;
- l'utilisation d'équipements performants, favorisant la réduction de la consommation énergétique ;
- la récupération de l'eau de pluie ;
- l'installation d'équipements économes.

Le tableau ci-dessous indique sur les projets sélectionnés les économies d'énergie estimées et la conversion en émissions de CO₂e²².

Tableau 8.2 : Tableau d'impact des bâtiments verts, catégorie construction et acquisition de nouveaux bâtiments verts

	Estimation de l'évolution de la consommation énergétique post travaux (en %)	Estimation de l'évolution d'émission de CO ₂ (en %)	Estimation de la consommation énergétique évitée en année pleine post travaux	Estimation des émissions de CO ₂ évitées en année pleine au terme des travaux	teqCO ₂ e/€1M/an	ISIN de l'obligation concernée
Saint-Cloud	-79%	-66%	-0,6 GWh	-61 teqCO ₂	-1,70	FR0013463775
Paris Richelieu ²³	16%	-27%	0,6 GWh	-90 teqCO ₂	-1,43	FR0013463775
Issy Cœur de Ville ²⁴	10%	53%	0,5 GWh	296 teqCO ₂	1,19	FR0013463775
Aquarel	-36%	-59%	-2,5 GWh	-335 teqCO ₂	-0,89	FR0013463775
Les Mégolithes Roses	-24%	-6%	-0,2 GWh	-10 teqCO ₂	-0,82	FR0013463775
Total	N.A.	N.A.	-2,2 GWh	-200 teqCO ₂	-0,27	N.A.

²⁰ Les impacts sont calculés sur 100 % des investissements réalisés par CNP Assurances, car l'ensemble de ces investissements est adossé aux obligations correspondantes.

²¹ Tonne de CO₂ évitée par million d'euro financé par an.

²² Les impacts sont calculés sur 100 % des investissements réalisés par CNP Assurances, car l'ensemble de ces investissements est adossé aux obligations correspondantes.

²³ Surconsommation énergétique due aux pratiques de consommation de l'occupant.

²⁴ Augmentation de la consommation expliquée par l'augmentation du nombre d'occupants en 2024 sur l'ensemble des actifs composants Issy Cœur de Ville.

c. Méthodologie employée

Consommations énergétiques

Les calculs de ces consommations reposent sur des bases de données génériques (type INIES²⁵) et des tableaux de références²⁶ issus des ministères en charge de la construction et de la transition énergétique.

Les méthodologies de calcul dit « conventionnel » et « prévisionnel » permettent de répondre à deux types de besoin précis :

- le calcul conventionnel sert soit à afficher une référence de performance comparable avec celle d'autres bâtiments de même nature (DPE), soit à démontrer la conformité à une exigence, label ou certification (en construction neuve ou en réhabilitation). Dans le cadre de la construction d'un nouvel actif, les indicateurs estimés sont aussi les indicateurs de référence puisqu'il n'existe pas d'antériorité ;
- la consommation prévisionnelle est obtenue par un calcul sur la base d'outils dédiés (TRNSYS²⁷, ENERGY+²⁸...), souvent de STD²⁹. Elle est évaluée dans des conditions au plus près du futur environnement climatique du bâtiment ainsi qu'à son mode d'occupation projeté.

Post-livraison, après une année d'utilisation effective prenant en compte la consommation des occupants et une référence commune à l'ensemble des actifs, les consommations d'énergie et les émissions de GES réelles sont comparées aux consommations et émissions. Cette dernière prend en compte la performance moyenne par type d'actif, âge et situation géographique. Les consommations par type d'énergie et les facteurs d'émissions par source sont également pris en compte.

Énergie primaire et Énergie finale

L'énergie primaire est l'énergie contenue dans les ressources naturelles, avant une éventuelle transformation. L'énergie finale est l'énergie utilisée par le consommateur, c'est-à-dire après transformation des ressources naturelles en énergie et après le transport de celle-ci.

L'énergie finale est la quantité d'énergie consommée et facturée à son point d'utilisation. L'énergie primaire représente la quantité totale d'énergie nécessaire pour fournir la quantité d'énergie finale consommée par l'utilisateur, c'est-à-dire en rajoutant à cette énergie finale l'énergie nécessaire à sa production et à son transport, en intégrant les notions de rendement de production et les pertes.

Des énergies comme le gaz, le pétrole, le bois sont des énergies primaires, car elles sont utilisables sans transformation. L'électricité n'est pas une énergie primaire : elle est obtenue par transformation de ressources naturelles dans des centrales de production avec un rendement moyen inférieur à 40% et doit être acheminée jusqu'aux lieux d'utilisation (d'où des pertes de transport). L'énergie primaire est la seule manière de caractériser la quantité de ressources naturelles consommée et prélevée à la planète.

Gaz à effet de serre

Il s'agit ici des gaz à effet de serre émis par la consommation d'énergie. Les données utilisées pour passer d'un kWh d'énergie à une quantité de CO₂ émis dépendent de la réglementation³⁰ utilisée et qui est remise à jour régulièrement.

Les émissions de GES (Gaz à Effet de Serre) sont ainsi calculées :

- sur les scopes 1 (émissions directes) et 2 (émissions indirectes) ;
- sur la base des consommations d'énergie utilisées selon les facteurs d'émission (base carbone ADEME) ;
- selon le certificat d'intensité énergétique avec hypothèse selon la source d'énergie ;
- selon les hypothèses du CRREM³¹, en termes de performance carbone moyenne par type d'actif et par âge ;
- en appliquant un coefficient climat selon la zone géographique considérée, établi par l'ADEME.

²⁵ INIES est une base de données environnementales et sanitaires de référence pour le bâtiment.

²⁶ Pour plus d'information sur les tableaux de référence : <https://www.ecologie.gouv.fr/reglementation-thermique-rt2012>
<https://www.ecologie.gouv.fr/reglementation-environnementale-re2020>

²⁷ TRNSYS est un logiciel de simulation thermique dynamique appliqué au bâtiment, développé par l'Université de Wisconsin.

²⁸ ENERGY+ est un programme de simulation thermique et énergétique des bâtiments, développé par le Département de l'Energie des Etats Unis.

²⁹ STD : Simulation Thermique Dynamique, permet une approche réaliste du fonctionnement thermique du bâtiment grâce à des calculs énergétiques détaillés.

³⁰ EcoAct from PCAF (2020)

³¹ CRREM : Carbon Risk Real Estate Monitor

B. Sylviculture durable

a. Gestion des forêts

Avec 54 838 hectares de forêts à fin 2024, dont 1 474 hectares via les obligations vertes et durables, CNP Assurances est le premier propriétaire privé de France. La Société Forestière assure la gestion durable des forêts en respectant plusieurs objectifs de sécurité, de protection de la biodiversité et d'anticipation du changement climatique. Dès 2003, en parallèle à la certification ISO 9001, l'ensemble des forêts du patrimoine de CNP Assurances a été certifié PEFC³², attestant ainsi que le bois est issu de forêts gérées durablement.

Le patrimoine forestier de CNP Assurances est un actif qui stocke du carbone grâce à la croissance des arbres. Le tableau ci-dessous indique le bilan annuel net du stockage carbone en 2024 ainsi qu'un nouvel indicateur sur les forêts correspondant au volume de CO₂ évité par €1M investi par les émissions vertes/durables (exprimé en Tonnes équivalent CO₂ brut / €1M financé).

Tableau 9 : *Tableau d'impact de la sylviculture durable*

	Bilan annuel brut du stockage (teqCO ₂)	teqCO ₂ e/€1M/an	ISIN de l'obligation concernée
Massifs forestiers en Bourgogne-Franche- Comté	-4 859	-416,72	FR0013463775
Nièvre (forêt de Merry Vaux)	-2 590	-416,72	FR001400F620
Total	-7 449	-367	N.A.

b. Méthodologie employée

Le puits de CO₂ est une donnée essentielle dans la mesure d'impact de la sylviculture. Le puits annuel de CO₂ dans les patrimoines forestiers correspond à la séquestration estimée au cours de l'année par les forêts par l'intermédiaire de la photosynthèse. Il dépend des données descriptives des massifs : type de peuplement, essence, fertilité, structure, surface et âge. En effet, le stade de développement des peuplements forestiers a une influence sur le puits : à superficie de boisement égale, une jeune plantation séquestre significativement moins qu'un peuplement mature.

³² Pour plus d'information sur le label, consultez le site PEFC France : <https://www.pefc-france.org/le-label-pefc/>

C. Inclusion digitale

a. Renforcement de l'aménagement numérique du territoire

La loi française de 2004 pour la confiance dans l'économie numérique autorise les collectivités territoriales à mettre en place des Réseaux d'Initiative Publique (RIP)³³ afin d'accélérer le développement numérique des territoires. Ce cadre vise spécifiquement les zones mal desservies et isolées en France, permettant à des millions de foyers, d'entreprises et de services publics d'accéder à l'internet très haut débit.

Le projet Orange Concessions est devenu un acteur clé de l'extension des réseaux fibre dans les zones rurales, soutenant cet objectif grâce à son partenariat avec des investisseurs de long terme tels que CNP Assurances.

Tableau 10 : Tableau d'impact de l'inclusion digitale

Indicateurs d'impacts	Rapport 2023 (données estimées)	Données 2023 réalisées ³⁴	2024
Nombre de logements cible Convention signée collectivité (*)	3 740 967	3 740 968	3 740 967
Nombre de logements raccordables IPE ³⁵ (définition ARCEP ³⁶)	2 686 926	2 720 213	3 264 575
Nombre de logements raccordés (mis en service) à des offres FTTH ³⁷ (Passif et Actif) par Orange Concession	1 267 806	1 207 716	1 680 604
Dont nombre de logements raccordés par CNP Assurances ³⁸	205 388	195 650	272 258
% raccordables IPE / nombre logements cible Convention	71,8%	72,7%	87,3%
% de raccordés FTTH / nombre logements raccordables IPE	47,2%	44,4%	51,5%
Nombre de logements raccordés / M€ investi	602	573	798

(*) le « Nombre de logements cible de la phase de construction » peut évoluer dans le temps en cas d'avenants (probablement jusqu'à la fin de la construction et des remises de prises en affermage)

Cette section expose la méthodologie utilisée pour la construction des indicateurs d'Orange Concessions. Les indicateurs d'Orange Concessions, tout comme ceux des autres opérateurs, sont alignés sur les indicateurs définis par l'ARCEP (Autorité de régulation des communications électroniques et des postes) afin d'assurer la cohérence et la comparabilité des données fournies par les différents acteurs du marché.

b. Méthodologie employée

L'élaboration des indicateurs, basés sur le fichier IPE (Informations Préalables Enrichies), repose sur un processus de mutualisation entre les opérateurs, établi sur une base contractuelle. Ce fichier, échangé toutes les deux semaines, regroupe des informations détaillées pour chaque adresse fibrée ou en cours de déploiement. Ces informations

³³ Un Réseau d'Initiative Publique (ou RIP) est une initiative portée par les collectivités territoriales pour déployer la fibre optique dans les zones rurales ou peu densément peuplées.

³⁴ Modification afin d'avoir les données réalisées et non plus estimées

³⁵ IPE : Dans le cadre de la mutualisation et sur une base contractuelle, les opérateurs s'échangent toutes les deux semaines un fichier nommé « fichier IPE » (pour « informations préalables enrichies »). Ce fichier regroupe pour chaque adresse fibrée ou en cours de déploiement des informations telles que l'identifiant de l'adresse, le type d'ingénierie, le nombre de logements, le type de zone, etc.

³⁶ ARCEP : Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse.

³⁷ FTTH : La technologie FTTH (« Fiber to the home » ou « Fibre optique jusqu'au domicile ») consiste à amener la fibre optique jusqu'à l'abonné. Cette solution de bout en bout entre le central de raccordement de l'opérateur et l'utilisateur permet d'augmenter le débit de l'accès Internet, et donc la qualité de service.

³⁸ Méthode de calcul : cette donnée est déduite des informations disponibles dans le Document d'enregistrement universel 2023 d'Orange et rapportée au prorata de la quote-part du financement alloué dans l'obligation durable.

incluent notamment l'identifiant de l'adresse ("hexaclé"), le type d'ingénierie, le nombre de logements, le type de zone, et d'autres données pertinentes.

La méthodologie relative aux indicateurs de couverture FttH (Fiber-to-the-Home) repose sur une collecte de données détaillées fournies par les opérateurs concernant le déploiement de réseaux en fibre optique. L'ARCEP agrège ces données en utilisant les codes géographiques de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) pour obtenir, commune par commune, le nombre absolu de locaux raccordables au réseau FttH.

Le taux de couverture FttH d'une commune est défini comme l'estimation de la proportion des logements ou des locaux à usage professionnel raccordables à un ou plusieurs réseaux FttH. Ce taux est obtenu en rapportant le nombre total de lignes FttH déployées déclaré par les opérateurs à une comptabilisation du nombre total de locaux de la commune.

Pour le premier semestre de l'année 2019, le nombre total de locaux d'une commune est évalué en tant que somme des logements et du nombre d'établissements d'entreprises de 1 salarié ou plus, selon les données publiées par l'INSEE³⁹.

À partir du premier trimestre de l'année 2020, la méthodologie de construction de l'indicateur de couverture FttH diffère. La part des locaux raccordables à la fibre est calculée à partir de la "meilleure estimation des locaux à date", mise à disposition par l'ARCEP depuis le quatrième trimestre de l'année 2019. Cette estimation prend en compte le nombre de locaux le plus élevé parmi les chiffres avancés par les opérateurs et l'INSEE.

La présente méthodologie a été établie en vue de garantir la fiabilité, la transparence et l'auditabilité des indicateurs d'Orange Concessions et des indicateurs de couverture FttH. Elle constitue un cadre robuste pour la collecte, l'agrégation et l'évaluation des données nécessaires à l'analyse et au suivi de l'évolution du déploiement des réseaux à très haut débit en fibre optique.

Il est à noter que cette méthodologie est sujette à des évolutions éventuelles en fonction des directives de l'ARCEP et des avancées technologiques dans le domaine des communications électroniques.

³⁹ INSEE : Institut National de la Statistique et des Études Économiques, agence publique chargée de collecter, produire, analyser et diffuser des informations sur l'économie et la société française.

5. Focus Orange Concession

Créée en 2021, Orange Concessions est une filiale d'Orange SA dédiée au déploiement, à l'exploitation et à la commercialisation de la fibre optique dans les zones rurales françaises, au travers des Réseaux d'Initiative Publique (RIP). Elle accompagne les collectivités territoriales dans l'aménagement numérique de leur territoire, avec pour mission de réduire la fracture numérique en rendant la connectivité très haut débit accessible à tous.

Sa raison d'être :

« Parce que le numérique nous rassemble et libère les potentiels des territoires, nous rendons la fibre accessible à tous. »

Orange Concessions se positionne comme un acteur central de la transition numérique des territoires, en articulant son modèle autour de quatre domaines d'expertise clés :

- la conception de réseaux durables, adaptés aux spécificités locales ;
- une construction rigoureuse, respectueuse des délais, de la qualité et des exigences environnementales ;
- l'exploitation agile et évolutive des infrastructures ;
- ainsi qu'un modèle de commercialisation B2B reposant sur des relations de confiance avec les fournisseurs d'accès à Internet.

Dans une perspective de création de valeur durable, l'entreprise met en œuvre des actions concrètes pour garantir la pérennité des réseaux – considérés comme des biens de retour pour les collectivités –, sécuriser le renouvellement des délégations de service public, développer des offres innovantes à forte valeur ajoutée au service des territoires, et intégrer les enjeux environnementaux dans l'ensemble de ses activités. Par ailleurs, Orange Concessions affirme son rôle d'employeur responsable, en veillant à la qualité de vie au travail, à l'inclusion sociale et à l'ancrage territorial de ses équipes.

Contribution aux Objectifs de Développement Durable (ODD)

Orange Concessions inscrit sa stratégie RSE dans le cadre des Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies, en visant à renforcer la transparence et la reconnaissance de l'impact global de ses activités. À ce jour, l'entreprise contribue activement à trois ODD prioritaires :



ODD 9 – Industrie, innovation et infrastructure : Orange Concessions place la RSE au cœur de son modèle opérationnel et de gouvernance, en intégrant des exigences éthiques, sociales et environnementales dans l'ensemble de sa chaîne de valeur. Elle applique une politique de tolérance zéro vis-à-vis de la corruption, formalise ses engagements via une charte de déontologie et une politique anti-corruption, et impose un code de conduite RSE à ses fournisseurs. Sa démarche s'aligne sur les cadres réglementaires en matière d'éthique, de protection des données et de conditions de travail.



ODD 10 – Réduction des inégalités : L'entreprise agit en faveur de l'inclusion numérique et sociale, notamment via le déploiement du très haut débit dans les zones rurales, la promotion de la diversité en interne et des dispositifs d'insertion socio-professionnelle. Orange Concessions contractualise des objectifs d'insertion avec ses collectivités partenaires et soutient des actions d'accompagnement aux usages numériques pour les publics vulnérables. En interne, elle développe une culture RSE partagée grâce à la formation et à un réseau d'ambassadeurs.



ODD 13 – Lutte contre les changements climatiques : Orange Concessions s'engage à réduire son empreinte carbone à travers un plan d'action structuré. Un premier bilan carbone global a été réalisé en 2023, complété par des diagnostics territoriaux comme celui de Gironde THD. L'entreprise poursuit un objectif de neutralité carbone d'ici 2040, en cohérence avec la stratégie climat d'Orange SA. Ses leviers incluent la décarbonation des infrastructures, l'optimisation des tournées techniques, l'usage de véhicules électriques et l'engagement de ses fournisseurs dans des pratiques responsables.

Annexes : Rapports des organismes tiers indépendants

Les présentes attestations préparées par le cabinet Mazars et ISS concernent l'émission verte émise en novembre 2019 (ISIN : FROO13463775) et l'émission durable émise en janvier 2023 (ISIN : FROO1400F620) sur la base de l'arrêté comptable du 31/12/2024.



45 rue Kléber,
92300 Levallois-Perret
France

CNP Assurances SA

Limited Assurance Report from one of the Statutory Auditors of CNP Assurances SA on the information related to the allocation, as of December 31th, 2024, of funds raised through the Green Bond issued on November 20th, 2019

Limited Assurance Report from one of the Statutory Auditors of CNP Assurances éSA on the information related to the allocation, as of December 31th, 2024, of funds raised through the Green Bond issued on November 20th, 2019

To the **Chief Executive Officer**,

In our capacity as statutory auditor of CNP Assurances SA (“the **Company**”), and in accordance with your request, we have undertaken a limited assurance engagement on the following information (“the **Information**”):

- the allocation, as of December 31th, 2024 of funds raised through the Green Bond issued by CNP Assurances SA under number FR0013463775 on November 20th, 2019 (“the **Issuing**”) which amount to 750 000 000 euros, contained in the Green Bond report (the “**Green and Sustainable Bonds Report**”)
- the projects financed and/or refinanced of existing and/or future eligible green and/or social projects by the **Issuing** and identified as eligible by the Company (“**Eligible Projects**”)
- the output indicators for each Eligible Projects.

The **Information**, contained in the attached document, has been prepared by the CNP Assurances SA’s Investment Officer as a chairman of the Green Bond steering committee (the “**Committee**”) in the context of the Green Bond framework defined by the entity (the “**Green Bond Framework**”).

Our Limited Assurance Conclusion

Based on the procedures we have performed as described under the section “Summary of the work we performed as the basis for our assurance conclusion” and the evidence we have obtained, nothing has come to our attention that causes us to believe that the Information is not prepared, in all material respects, in accordance with the CNP Assurances SA **Green Bond Framework** used, and the basis of preparation set out in section 3 of the **Green and Sustainable Bonds Report** (see below under “Understanding how CNP Assurances SA has prepared the Information”).

We do not express an assurance conclusion on information in respect of earlier periods not covered by the **Green and Sustainable Bonds Report** or on any other information not included in the **Green and Sustainable Bonds Report**. We have not reviewed and do not provide any assurance over other individual project information reported.

Understanding how CNP Assurances SA has prepared the Information

The absence of a commonly used generally accepted reporting framework or a significant body of established practice on which to draw to evaluate and measure sustainability information allows for different, but acceptable, measurement techniques that can affect comparability between entities and over time.

Consequently, the Information needs to be read and understood together with the **Green Bond Framework** available on CNP Assurances SA website.

CNP Assurances SA Responsibilities

The management of CNP Assurances SA and the Committee is responsible for:

- Selecting or establishing suitable criteria for preparing the **Information**
- Selecting the **Eligible Projects** regarding the eligible criteria
- Preparation of the Information in compliance with the **Green Bond Framework**
- Designing, implementing and maintaining internal control over information relevant to the preparation of the Information that is free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Our Responsibilities

We are responsible for:

- Planning and performing the engagement to obtain limited assurance about whether the **Information** is free from material misstatement, whether due to fraud or error
- Forming an independent conclusion, based on the procedures we have performed and the evidence we have obtained; and
- Reporting our conclusion to the Chief Investment Officer of CNP Assurances SA.

As we are engaged to form an independent conclusion on the **Information** as prepared by management, we are not permitted to be involved in the preparation of the **Information** as doing so may compromise our independence.

However, we have no responsibility for:

- Challenging the **Eligibility Criteria**, and, in particular, we give no interpretation on the **terms and conditions of the notes**;
- Forming an opinion on the effective use of the funds allocated to the **Eligible Projects** after such funds have been allocated.

Professional Standards Applied

We performed a limited assurance engagement in accordance with the professional guidance of the French Institute of Statutory Auditors ("CNCC") applicable to such engagements.

Our Independence and Quality Control

We have complied with the French Code of Ethics (Code de Déontologie) for Statutory Auditors as well as the provisions set forth in Article L.822-11 of the French Commercial Code (Code de Commerce). In addition, we have implemented a system of quality control including documented policies and procedures regarding compliance with applicable legal and regulatory requirements, the ethical requirements and French professional guidance.

Our work was carried out by an independent and multidisciplinary team with experience in sustainability reporting and assurance.

Summary of the Work we Performed as the Basis for our Assurance Conclusion

We are required to plan and perform our work to address the areas where we have identified that a material misstatement of the Information is likely to arise. The procedures we performed were based on our professional judgment. In carrying out our limited assurance engagement on the Information, we:

- Understood the procedures implemented by the Company for producing the **Information** by inquiries of management
- Verified the compliance, in all material respects, of the **Eligible Projects**, with the Eligibility Criteria (as defined in the *Framework*), by performing substantive testing on a sample basis
- Verified the appropriate segregation of the funds raised from the Issuing and their exclusive allocation to the Eligible Projects and
- Performed the necessary reconciliations between the Information and the accounting records from which it is derived and performed substantive tests, on a sample basis and using other selection methods, to verify the concordance of the Information with supporting documents underlying the accounting records.

The procedures performed in a limited assurance engagement vary in nature and timing from, and are less in extent than for, a reasonable assurance engagement.

Consequently, the level of assurance obtained in a limited assurance engagement is substantially lower than the assurance that would have been obtained had we performed a reasonable assurance engagement.

This report has been prepared within the context described above and may not be used, distributed or referred to for any other purpose.

Levallois-Perret, September 30th, 2025

One of the statutory auditors,

Forvis Mazars S.A.

DocuSigned by:

567DD4392AEF4A8...

Jean-Claude PAULY

Partner

DocuSigned by:

0685636566A04C4...

Edwige REY

Partner

Allocation Reporting

Green Bond €750M - FR0013463775

I undersigned, Olivier Guigné, Group Chief Investment Officer, certify that the following assets meet the eligibility criteria set in the CNP Assurances Green Bond framework and that the information below has been prepared under my responsibility:

List of project allocated on 31/12/2024

Project	Address	Amount Allocated to the green bond at 12.31.2024 (€M)
Paris Ancienne Comédie	14 rue de l'Ancienne Comédie, Paris 6e	3,07
Saint Cloud	54 rue du 18 juin 1940, Saint-Cloud	35,79
Paris Richelieu	85-89 rue de Richelieu, Paris 2e	62,88
Issy Cœur de Ville	4 Promenade Cœur de Ville, Issy-les-Moulineaux	249,35
Aquarel	145-151, Quai du Président Roosevelt, Issy-les-Moulineaux	375
Perros Les Megalithes Roses	53 Boulevard Aristide Briand, Perros-Guirec	12,24
Massifs forestiers en Bourgogne-Franche-Comté	Région Bourgogne-Franche-Comté	11,66

The CNP Assurances Green Bond framework was established in June 2019 and a second party opinion was issued by Vigeo Eiris. In that context, Vigeo Eiris CNP Assurances's Framework aligned with the four components of the ICMA's Green Bond Principles 2018 (GBP).

The projects listed above relate to both financing and refinancing investment activities. Financing activities are defined as the effective payment / disbursement of cash linked to an eligible project after the bond's issuance (i.e. after November 20th, 2019) whereas refinancing activities relate to the effective payment / disbursement of cash linked to an eligible project within the 2 years look back period (i.e. 2 years prior to November 20th, 2019) irrespective of the initial commitment date.

Projects and eligibility criteria are provided in more details in section 2 "Fonctionnement des obligations vertes et durables" and section 3 "Reporting d'allocation" of the sustainability bond annual report.

This information has been prepared in the context of the Green Bond issue dated on November 20th, 2019 and the Green Bond framework, available on CNP Assurances website.

This information is contained in the sustainable bond report, dated December 31th, 2024 and available on CNP Assurances website.

September 18th, 2025

Olivier Guigné



Group Chief Investment Officer



45 rue Kléber,
92300 Levallois-Perret
France

é

CNP Assurances SA

Limited Assurance Report from one of the Statutory Auditors of CNP Assurances SA on the information related to the allocation, as of December 31th, 2024, of funds raised through the Sustainable Bond issued on January 18th, 2023

Limited Assurance Report from one of the Statutory Auditors of CNP Assurances SA on the information related to the allocation, as of December 31th, 2024, of funds raised through the Sustainable Bond issued on January 18th, 2023

To the **Chief Executive Officer**,

In our capacity as statutory auditor of CNP Assurances SA (“the **Company**”), and in accordance with your request, we have undertaken a limited assurance engagement on the following information (“the **Information**”):

- the allocation, as of December 31th, 2024 of funds raised through the Sustainable Bond issued by CNP Assurances SA under number FR001400F620 on January 18th, 2023 (“the **Issuing**”) which amount to 500 000 000 euros, contained in the Sustainable Bond report (the “**Green and Sustainable Bonds Report**”)
- the projects financed and/or refinanced of existing and/or future eligible green and/or social projects by the **Issuing** and identified as eligible by the Company (“**Eligible Projects**”)
- the output indicators for each Eligible Projects.

The **Information**, contained in the attached document, has been prepared by the CNP Assurances SA’s Investment Officer as a chairman of the Sustainable Bonds steering committee (the “**Committee**”) in the context of the Sustainable Bond framework defined by the entity (the “**Sustainable Bond framework**”).

Our Limited Assurance Conclusion

Based on the procedures we have performed as described under the section “Summary of the work we performed as the basis for our assurance conclusion” and the evidence we have obtained, nothing has come to our attention that causes us to believe that the Information is not prepared, in all material respects, in accordance with the CNP Assurances SA **Sustainable Bond framework** used, and the basis of preparation set out under the section 3 of the **Green and Sustainable Bonds Report** (see below under “Understanding how CNP Assurances SA has prepared the Information”).

We do not express an assurance conclusion on information in respect of earlier periods not covered by the **Green and Sustainable Bonds Report** or on any other information not included in the **Green and Sustainable Bonds Report**. We have not reviewed and do not provide any assurance over other individual project information reported.

Understanding how CNP Assurances SA has prepared the Information

The absence of a commonly used generally accepted reporting framework or a significant body of established practice on which to draw to evaluate and measure sustainability information allows for different, but acceptable, measurement techniques that can affect comparability between entities and over time.

Consequently, the Information needs to be read and understood together with the **Sustainable Bond framework** available on CNP Assurances SA website.

CNP Assurances SA Responsibilities

The management of CNP Assurances SA and the Committee is responsible for:

- Selecting or establishing suitable criteria for preparing the **Information**
- Selecting the **Eligible Projects** regarding the eligible criteria
- Preparation of the Information in compliance with the **Sustainable Bond Framework**
- Designing, implementing and maintaining internal control over information relevant to the preparation of the Information that is free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Our Responsibilities

We are responsible for:

- Planning and performing the engagement to obtain limited assurance about whether the **Information** is free from material misstatement, whether due to fraud or error
- Forming an independent conclusion, based on the procedures we have performed and the evidence we have obtained; and
- Reporting our conclusion to the Chief Investment Officer of CNP Assurances SA.

As we are engaged to form an independent conclusion on the **Information** as prepared by management, we are not permitted to be involved in the preparation of the **Information** as doing so may compromise our independence.

However, we have no responsibility for:

- Challenging the **Eligibility Criteria**, and, in particular, we give no interpretation on the **terms and conditions of the notes**;
- Forming an opinion on the effective use of the funds allocated to the **Eligible Projects** after such funds have been allocated.

Professional Standards Applied

We performed a limited assurance engagement in accordance with the professional guidance of the French Institute of Statutory Auditors ("CNCC") applicable to such engagements.

Our Independence and Quality Control

We have complied with the French Code of Ethics (Code de Déontologie) for Statutory Auditors as well as the provisions set forth in Article L.822-11 of the French Commercial Code (Code de Commerce). In addition, we have implemented a system of quality control including documented policies and procedures regarding compliance with applicable legal and regulatory requirements, the ethical requirements and French professional guidance.

Our work was carried out by an independent and multidisciplinary team with experience in sustainability reporting and assurance.

Summary of the Work we Performed as the Basis for our Assurance Conclusion

We are required to plan and perform our work to address the areas where we have identified that a material misstatement of the Information is likely to arise. The procedures we performed were based on our professional judgment. In carrying out our limited assurance engagement on the Information, we:

- Understood the procedures implemented by the Company for producing the **Information** by inquiries of management
- Verified the compliance, in all material respects, of the **Eligible Projects**, with the Eligibility Criteria (as defined in the *Framework*), by performing substantive testing on a sample basis
- Verified the appropriate segregation of the funds raised from the Issuing and their exclusive allocation to the Eligible Projects and

- Performed the necessary reconciliations between the Information and the accounting records from which it is derived and performed substantive tests, on a sample basis and using other selection methods, to verify the concordance of the Information with supporting documents underlying the accounting records.

The procedures performed in a limited assurance engagement vary in nature and timing from, and are less in extent than for, a reasonable assurance engagement.

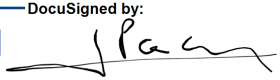
Consequently, the level of assurance obtained in a limited assurance engagement is substantially lower than the assurance that would have been obtained had we performed a reasonable assurance engagement.

This report has been prepared within the context described above and may not be used, distributed or referred to for any other purpose.

Levallois-Perret, September 30th, 2025

One of the statutory auditors,

Forvis Mazars S.A.

DocuSigned by:

567DD4392AEF4A8...

Jean-Claude PAULY
Partner

DocuSigned by:

0685636566A04C4...

Edwige REY
Partner

Allocation Reporting

Sustainable Bond €500M - FR001400F620

I undersigned, Olivier Guigné, Group Chief Investment Officer, certify that the following assets meet the eligibility criteria set in the CNP Assurances Sustainability bond framework and that the information below has been prepared under my responsibility:

List of project allocated on 31/12/2024

Project	Address	Amount Allocated to the green bond at 12.31.2024 (€M)
Orange Concessions	France	341,34M€
Nièvre (forêt de Merry Vaux)	Nièvre	8,66M€
Montagne de la Fage	70 rue Balard, Paris 15e	44M€

The CNP Assurances Sustainability bond framework was established in January 2023 and a second party opinion was issued by ISS Corporate Solutions. In that context, ISS Corporate Solutions CNP Assurances's Framework aligned with the four components of the ICMA's Green Bond Principles 2021 (GBP) and Social Bond Principles 2021 (SBP), and Sustainability Bond Guidelines (SBG). The projects listed above relate to both financing and refinancing investment activities. Financing activities are defined as the effective payment / disbursement of cash linked to an eligible project after the bond's issuance (i.e. after January 18th, 2023) whereas refinancing activities relate to the effective payment / disbursement of cash linked to an eligible project within the 2 years look back period (i.e. 2 years prior to January 18th, 2023) irrespective of the initial commitment date.

Projects and eligibility criteria are provided in more details in section 2 "Fonctionnement des obligations vertes et durables" and section 3 "Reporting d'allocation" of the sustainability bond annual report.

This information has been prepared in the context of the sustainable bond issue dated on January 18th, 2023 and the sustainable bond framework, available on CNP Assurances website.

This information is contained in the sustainable bond report, dated December 31th, 2024 and available on CNP Assurances website.

September 18th, 2025

Olivier Guigné,



Group Chief Investment Officer

REPORT REVIEW

CNP Assurances Green and Sustainable Bonds Annual Report

1 August 2025

VERIFICATION PARAMETERS

Type(s) of reporting

- Green and Sustainable Bonds Allocation and Impact Report

Relevant standard(s)

- Harmonised Framework for Impact Reporting, ICMA, June 2024
- Harmonised Framework for Impact Reporting for Social Bonds, ICMA, September 2024

Scope of verification

- CNP Assurances' Green and Sustainable Bonds Annual Report (as of August 1, 2025)
- CNP Assurances' Sustainable Bond Framework (as of December 23, 2022)

- Bond(s) identification:

Issue date	ISIN	Maturity date	Amount raised (EUR)
27/11/2019	FR0013463775	27/07/2050	750 m
18/01/2023	FR001400F620	18/07/2053	500 m

- Post-issuance verification
- Sixth year of reporting on the Green Bond and second year of reporting for the Sustainable Bond¹

Lifecycle

Validity

- As long as no changes are undertaken by the Issuer to its Green and Sustainable Bonds Annual Report (as of August 1, 2025)

¹ The previous year's Report Review delivered by ISS-Corporate, see [weblink](#).

CONTENTS

SCOPE OF WORK.....	3
CNP ASSURANCES OVERVIEW	3
ASSESSMENT SUMMARY.....	4
REPORT REVIEW ASSESSMENT	5
PART I: ALIGNMENT WITH COMMITMENTS SET FORTH IN THE SUSTAINABLE BOND FRAMEWORK	5
PART II: ASSESSMENT AGAINST THE HARMONISED FRAMEWORK FOR IMPACT REPORTING.....	6
PART III: DISCLOSURE OF PROCEEDS ALLOCATION AND SOUNDNESS OF THE OUTPUT/OUTCOME/IMPACT REPORTING INDICATORS.....	16
ANNEX 1: Methodology	24
ANNEX 2: Quality management processes	25
About this Report Review	26

SCOPE OF WORK

CNP Assurances ("the Issuer") commissioned ISS-Corporate to provide a Report Review² on its Green and Sustainable Bonds Annual Report by assessing:

1. The alignment of CNP Assurances's Green and Sustainable Bonds Annual Report (as of August 1, 2025) with the commitments set forth in CNP Assurances's Sustainable Bond Framework (as of December 23, 2022).³
2. CNP Assurances's Green and Sustainable Bonds Annual Report, benchmarked against the Harmonised Framework for Impact Reporting (HFIR) and the Harmonised Framework for Impact Reporting for Social Bonds (HFIRSB).
3. The disclosure of proceeds allocation and soundness of reporting indicators — whether the impact metrics align with best market practices and are relevant to the Green and Sustainable Bonds issued.

CNP ASSURANCES OVERVIEW

CNP Assurances is an insurance provider in France. It's core business covers death/disability insurance, long-term care insurance, health insurance, and term creditor insurance. The company also provides life insurance products that help people fund for their personal projects as well as save for their retirement. The company is located in France, across Europe, and Brazil. CNP Assurances total revenue is EUR 35,6 billion as of December 2023.

² A limited or reasonable assurance is not provided on the information presented in CNP Assurances' Green and Sustainable Bonds Annual Report. A review of the use of proceeds allocation and impact reporting is solely conducted against ICMA's Standards (Green Bond, Social Bond, and Sustainability Bond Guidelines) core principles and recommendations where applicable, and the criteria outlined in the underlying Framework. The assessment is solely based on the information provided in the allocation and impact reporting. The Issuer is responsible for the preparation of the report including the application of methods and internal control procedures designed to ensure that the subject matter is free from material misstatement.

³ The Framework was assessed as aligned with the Green Bond Principles, Social Bond Principles, and Sustainability Bond Guidelines as of January 11, 2023.

ASSESSMENT SUMMARY

REVIEW SECTION	SUMMARY	EVALUATION
Part I Alignment with the Issuer's commitments set forth in the Framework	CNP Assurances' Green and Sustainable Bonds Annual Report meets the commitments set forth in its Sustainable Bond Framework.	Aligned
Part II. Alignment with the HFIR and HFIRSB	The Green and Sustainable Bonds Annual Report is in line with ICMA's HFIR and HFIRSB. The Issuer follows core principles and, where applicable, recommendations. CNP Assurances follows the HFIR's core principles and key recommendations. The Issuer provides transparency on the level and frequency of expected reporting, in line with best practices. The CNP Assurances has reported within the next fiscal year after issuance, illustrated the environmental impacts, provided transparency on ESG risk management and transparency on the currency used. The Issuer reports at project level and is transparent on the process to include and remove projects in the report. CNP Assurances also reports the signed and allocated amounts, and is transparent on the approach to impact reporting. The Issuer reports on sector-specific indicators and discloses its own calculation methodology.	Aligned
Part III. Disclosure of proceeds allocation and soundness of reporting indicators	The allocation of the bond's proceeds has been disclosed, with a detailed breakdown across different eligible project categories as proposed in the Framework.⁴ CNP Assurances' Green and Sustainable Bonds Annual Report has adopted an appropriate methodology to report the outcome/output/impact generated by providing comprehensive disclosure on data sourcing, calculation methodologies and granularity, reflecting best market practices.	Positive

⁴ The assessment is based on the information provided in the Issuer's report. The Issuer is responsible for the preparation of the report, including the application of methods and procedures designed to ensure that the subject matter is free from material misstatement.

REPORT REVIEW ASSESSMENT

PART I: ALIGNMENT WITH COMMITMENTS SET FORTH IN THE SUSTAINABLE BOND FRAMEWORK⁵

The following table evaluates the Green and Sustainable Bonds Annual Report against the commitments set forth in CNP Assurances' Framework, which are based on the core requirements of the Green Bond Principles, Social Bond Principles, and Sustainability Bond Guidelines and best market practices.

GBP, SBP, SBG	OPINION	ALIGNMENT WITH COMMITMENT
Process for project evaluation and selection	CNP Assurances confirms to follow the process for project evaluation and selection described in CNP Assurances' Sustainable Bond Framework. The Issuer applied the eligibility criteria set in the Framework to determine whether projects fit within the defined categories. ESG risks associated with the project categories are identified and managed appropriately, as defined in the Framework.	✓
Management of proceeds	CNP Assurances confirms to follow the management of proceeds described in CNP Assurances' Sustainable Bond Framework. The proceeds collected are equal to the amount allocated to eligible projects, with no exceptions. The proceeds are tracked appropriately and attested in a formal internal process.	✓
Reporting	The report is in line with the initial commitments set in CNP Assurances' Sustainable Bond Framework. <i>Further analysis of this section is available in Part III.</i>	✓

⁵ CNP Assurances' Sustainable Bond Framework was assessed as aligned with the GBP/SBP/SBG (as of June 2021) as of January 11, 2023.

PART II: ASSESSMENT AGAINST THE HARMONISED FRAMEWORK FOR IMPACT REPORTING

FOR GREEN BONDS

Reporting is a core component of the Green Bond Principles, and transparency is of particular value in communicating the expected and/or achieved impact of projects in the form of annual reporting. Green bond issuers are required to report on both the use of green bond proceeds and the environmental impacts at least annually until full allocation or maturity of the bond. The HFIR has been chosen as the benchmark for this analysis as it represents the most widely adopted standard.

The table below evaluates CNP Assurances' Green and Sustainable Bonds Annual Report against the HFIR.

CORE PRINCIPLES		
HFIR	GREEN AND SUSTAINABLE BONDS ANNUAL REPORT	ASSESSMENT
Report on an annual basis	As reporting is a core component of the GBP, CNP Assurances reported within one year of issuance and thereafter within one year from the last report. The report will be available on CNP Assurances' website .	✓
Formal internal process to allocate proceeds	The proceeds allocated to green projects as of the Green and Sustainable Bonds Annual Report date have only been allocated to projects that meet the Framework's eligibility criteria. The Issuer describes its approach to determining proceeds allocation eligibility in the Green and Sustainable Bonds Annual Report.	✓
Transparency on the currency	Allocated proceeds have been reported in a single currency (EUR).	✓
ESG risk management	The Issuer has a system to identify and manage ESG risks connected to the financed projects. The Issuer confirms that no negative effects have been identified in relation to the financed projects.	✓

Illustrate the expected environmental impacts or outcomes	The impact report illustrates the expected environmental impacts made possible by projects to which green bond proceeds have been allocated. It is based on ex-ante estimates (developed prior to project implementation) of expected annual results for a representative year once a project is completed and operating at normal capacity. The method of estimating the impacts is made transparent. More information can be found in Part III. The estimation method was assessed by an external verifier as aligned with best standards and practices for the insurance sector.	✓
---	--	---

RECOMMENDATIONS

HFIR	GREEN AND SUSTAINABLE BONDS ANNUAL REPORT	ASSESSMENT
Report at project or portfolio level	Reporting was conducted on a bond-by-bond basis, whereby one green bond issuance is linked to one or more specific project(s). CNP Assurances provided a list of projects to which green bond proceeds have been allocated.	✓
Define and disclose period and process for including/removing projects in the report	All proceeds have been allocated to green assets. Only project financing disbursed and confirmed as eligible up to Dec. 31, 2024, is included in the Green and Sustainable Bonds Annual Report As part of its due diligence, the Issuer monitors the projects included in its green bond program. Issuer reports transparently on the process used to remove and add projects to the portfolio reported.	✓
Signed amount and amount of green bond proceeds allocated to eligible disbursements	CNP Assurances indicates the total signed amount and the amount of green bond proceeds allocated to eligible disbursements. Signed amount: EUR 800 m Allocated amount: EUR 803 m	✓

Approach to impact reporting	The report identifies the individual projects and clearly defines, for each project, the overall project impacts with information about the Issuer's share of total financing.	✓
Report on at least a limited number of sector-specific core indicators	To facilitate comparison and benchmarking of project results, CNP Assurances reports on sector-specific core indicators. The core indicators are: Green Buildings ▪ Estimate of the evolution of energy consumption after the works (in %) ▪ Estimated evolution of CO₂ emissions (in %) ▪ Estimate of energy consumption avoided in a full year after the works (GWh) ▪ Estimated full-year avoided CO₂ emissions at the end of the work (tCO₂) ▪ Tonne of CO₂ avoided per million euros financed per year (tCO₂) Sustainable Forestry ▪ Gross annual storage balance (tCO₂eq) ▪ Tonne of CO₂ avoided per million euros financed per year (tCO₂)	✓
Disclose own methodologies, where there is no single commonly used standard	Where there is no single commonly used standard, the Issuer discloses its own methodologies. Green Buildings ▪ Energy consumption: the calculations of this consumption are based on generic databases (INIES type)⁶ and reference tables⁷ from the ministries in charge of construction and energy transition.	✓

⁶ INIES is a reference environmental and health database for the building industry.

⁷ For more information on the reference tables: <https://www.ecologie.gouv.fr/reglementation-thermique-rt2012>
<https://www.ecologie.gouv.fr/reglementation-environnementale-re2020>

	▪ Primary Energy and Final Energy: primary energy is the energy contained in natural resources, before a possible transformation. Final energy is the energy used by the consumer, i.e. after natural resources have been transformed into energy and after it has been transported. Final energy is the amount of energy consumed and billed at its point of use. Primary energy represents the total amount of energy needed to provide the amount of final energy consumed by the user, i.e. by adding to this final energy the energy needed for its production and transport, integrating the concepts of production efficiency and losses. ▪ Greenhouse gases: these are the greenhouse gases emitted by energy consumption. The data used to go from one kWh of energy to the amount of CO₂ emitted depends on the regulations⁸ used, which are updated regularly. Sustainable Forestry: The annual CO₂ sink in forest assets corresponds to the estimated sequestration during the year by forests through photosynthesis. It depends on the descriptive data of the massifs: type of stand, species, fertility, structure, surface area and age. More information can be found in Part III.	
Disclosure of the conversion approach	The Issuer does not convert units.	N/A
Projects with partial eligibility	All projects are 100% eligible for financing.	N/A
Use (and disclosure) of the attribution approach	The Issuer reports the expected impact of different project components separately.	N/A

⁸ EcoAct from PCAF (2020).

Ex-post verification of specific projects	The Issuer samples ex-post verification of specific projects and the results are reported and compared to ex-ante assumptions.	✓
Report the estimated lifetime results and/or project's economic life (in years)	The Issuer does not report on the estimated lifetime results and/or project's economic life (in years).	-

OPINION

CNP Assurances follows the HFIR's core principles and key recommendations. The Issuer provides transparency on the level and frequency of expected reporting, in line with best practices. The CNP Assurances has reported within the next fiscal year after issuance, illustrated the environmental impacts, provided transparency on ESG risk management and transparency on the currency used. The Issuer reports at project level and is transparent on the process to include and remove projects in the report. CNP Assurances also reports the signed and allocated amounts, and is transparent on the approach to impact reporting. The Issuer reports on sector-specific indicators and discloses its own calculation methodology.

FOR SOCIAL BONDS

Reporting is a core component of the Social Bond Principles, and transparency is of particular value in communicating the expected and/or achieved impact of projects in the form of annual reporting. Social bond issuers are required to report on both the use of social bond proceeds and the social impacts at least annually until full allocation. The HFIRSB has been chosen as the benchmark for this analysis as it represents the most widely adopted standard.

The table below evaluates CNP Assurances' Green and Sustainable Bonds Annual Report against the HFIRSB.

CORE PRINCIPLES		
HFIRSB	GREEN AND SUSTAINABLE BONDS ANNUAL REPORT	ASSESSMENT
Reporting on an annual basis	CNP Assurances has reported within one year of issuance and thereafter within one year of the last report. The report will be available on CNP Assurances' website. To illustrate the social impact of projects, the report includes qualitative performance indicators, contextual information and quantitative performance measures, where feasible.	✓
Formal internal process to allocate proceeds	The proceeds allocated to social projects as of the Green and Sustainable Bonds Annual Report date have only been allocated to projects that meet the Framework's eligibility criteria. The Issuer describes its approach to determining eligibility of proceeds in the Green and Sustainable Bonds Annual Report.	✓
Allocation of the proceeds to social project categories	In accordance with the criteria established within the Framework and in compliance with the SBP, CNP Assurances has allocated the net proceeds of the bond issued under this Framework to new and/or existing eligible assets within the following categories: Number of target dwellings Agreement signed by local authority	✓

	▪ Number of IPE-connectable dwellings⁹ (ARCEP definition)¹⁰ ▪ Number of homes connected (commissioned) to FTTH offers¹¹ (Passive and Activated) by Orange Concessions ▪ % IPE connectable / number of target housing agreements ▪ % of FTTH connections / number of IPE connectable dwellings ▪ Number of homes connected /M€ invested The Issuer identifies alignment of the project categories with market-wide social or development objectives.	
Target population(s) identified	The Issuer defined targeted populations for the Digital Inclusion project category.	✓
Output, outcome and/or impact of projects at project or portfolio level	The Issuer referred to the existing indicator list from Annex III of the HFIRSB and clearly displays which of the metrics used refer to outputs: (i.e., number of benefiting people, number of facilities). The chosen metrics capture the social changes and are supplemented with qualitative information. A detailed analysis of reporting indicators is available in Part III.	✓
Illustrating of the social impacts or outcomes	The Issuer displays the expected social outcome enabled by the projects using quantitative indicators. The development of the indicators, based on the IPE file (Enriched Preliminary Information), is based on a pooling process between operators,	✓

⁹ IPE: As part of the pooling and on a contractual basis, the operators exchange a file called the "IPE file" every two weeks (for "enriched prior information"). This file includes information such as the address of the address, the type of engineering, the number of dwellings, the type of zone, etc., for each address that is fiber optic or is currently being deployed. 14 ARCEP: Regulatory Authority for Electronic Communications, Posts and Press Distribution

¹⁰ ARCEP: Regulatory Authority for Electronic Communications, Posts and Press Distribution.

¹¹ FTTH: FTTH (Fiber to the home) technology consists of bringing fiber optics to the subscriber. This end-to-end solution between the operator's connection exchange and the user increases the speed of Internet access, and therefore the quality of service.

	established on a contractual basis. This file, exchanged every two weeks, contains detailed information for each address that is fiber or is being deployed. This information includes the address identifier ("hexacle"), the type of engineering, the number of dwellings, the type of area, and other relevant data. The methodology for Fiber-to-the-Home (FttH) coverage indicators is based on the collection of detailed data provided by operators on the deployment of fibre optic networks. ARCEP aggregates this data using the geographical codes of the INSEE (National Institute of Statistics and Economic Studies) to obtain, municipality by municipality, the absolute number of premises that can be connected to the FTTH network. The Issuer reports annual actual impacts (ex-post), and discloses the method used for estimating the outcomes. More information can be found in Part III. The estimation method was assessed by an external verifier as aligned with best standards and practices for the insurance sector.	
Prorated share of the overall impact results of the projects or portfolio of projects	The Issuer reports the prorated share of the overall impact results of the projects or portfolio of projects.	✓
ESG risk management	The Issuer confirms that no negative effects have been identified in relation to the financed projects.	✓

RECOMMENDATIONS

HFIRSB

GREEN AND SUSTAINABLE BONDS ANNUAL
REPORT

ASSESSMENT

Report at project or portfolio level	Reporting was conducted on a bond-by-bond basis, whereby one social bond issuance is linked to one or more specific project(s). CNP Assurances provided a list of projects to which social bond proceeds have been allocated.	✓
Define and disclose period and process for including/removing projects in the report	All proceeds have been allocated to social assets. Only project financing disbursed and confirmed as eligible by the Committee up to Dec. 31, 2024, is included in the Green and Sustainable Bonds Annual Report No project has been added or removed.	N/A
Disclose a detailed description of the projects	The Issuer provides details of the projects (e.g., context, region, target population).	✓
Disbursement reporting	The proceeds from the social bond issuance were used to finance new loans or refinance existing loans. The Issuer displays the year when the disbursements were made to the reported eligible project.	✓
Indicate the total signed amount and the amount of social bond proceeds allocated to eligible disbursements	CNP Assurances indicates the total signed amount and the amount of social bond proceeds allocated to eligible disbursements. Signed amount: EUR 341 m Allocated amount: EUR 341 m	✓
Report on relevant sector-specific core indicators	The HFIRSB currently only defines core indicators for affordable housing. For the other categories, the Issuer refers to the output/outcome/impact indicators in Annex III of the HFIRSB.	N/A
Disclose the methodology and the assumptions used for the	The Issuer reports on actual absolute output indicators.	✓

calculation of
impact indicators

Reporting on the
overall impact and
the prorated share
of the overall
results

The Issuer reports on the overall impact of each project, as well as the prorated share of the overall impact results of the projects.



Projects with partial
eligibility

All projects are 100% eligible for financing.

N/A

Reporting on the
estimated lifetime
impacts and/or
project economic
life in years

The Issuer does not report on the estimated lifetime impacts and/or project economic life in years.

N/A

OPINION

CNP Assurances follows HFIR and HFIRSB's core principles and key recommendations. The Issuer provides transparency on the level of expected reporting and on the frequency, scope and duration, aligned with best market practices. Explain how the core principles are taken into account. The Issuer report at project level and disclose a detailed description of the projects. CNP Assurances also reports on the signed and allocated amounts, as well as discloses the disbursement year and its own calculation methodology.

PART III: DISCLOSURE OF PROCEEDS ALLOCATION AND SOUNDNESS OF THE OUTPUT/OUTCOME/IMPACT REPORTING INDICATORS

Use of proceeds allocation

Use of proceeds allocation reporting contextualizes impacts by presenting the number of investments allocated to the respective use of proceeds projects.

Allocation reporting occurred within one year of issuance, after full allocation of the proceeds.

This is the sixth year of reporting on the Green Bond and second year of reporting for the Sustainable Bond. The 100% of allocation in 2024 compares with the 78.8% of allocation in 2023. The use of proceeds allocation reporting occurred within the regular annual cycle after the issuance.

Proceeds allocated to eligible projects

The allocation of proceeds is broken down at the project level. The Issuer has provided details about the type of projects included in the portfolio.

The report provides information about projects that were removed from the allocation register. CNP Assurances withdrew in 2024 from the Îlot 14 project, as it was found that the current energy performance trajectory does not allow for long-term compliance with the Framework, and the forest massifs in Scotland.

The allocation reporting section of CNP Assurances's Green and Sustainable Bonds Annual Report aligns with best market practices by providing information on:

- The geographical location of projects
- The amount of proceeds allocated in EUR million
- The amount to be allocated and temporarily invested in Socially Responsible Investing (SRI) funds in € million
- The refinancing portion of allocated amounts
- The share of new funding of allocated amounts
- The amount allocated per bond
- The amount allocated per asset class

Output, outcome and impact reporting indicators

The table below presents an independent assessment of the Issuer's report and disclosure on the output, outcome and/or impact of projects/assets using indicators.

ELEMENT	ASSESSMENT
Relevance	The impact indicators chosen by the Issuer for these bonds are the following: Green Buildings ▪ Estimate of the evolution of energy consumption after the works (in %) ▪ Estimated evolution of CO₂ emissions (in %) ▪ Estimate of energy consumption avoided in a full year after the works (GWh) ▪ Estimated full-year avoided CO₂ emissions at the end of the work (tCO₂) ▪ Tonne of CO₂ avoided per million euros financed per year (tCO₂) Sustainable Forestry ▪ Gross annual storage balance (tCO₂eq) ▪ Tonne of CO₂ avoided per million euros financed per year (tCO₂) Digital Inclusion ▪ Number of target dwellings Agreement signed by local authority ▪ Number of IPE-connectable dwellings¹² (ARCEP definition)¹³ ▪ Number of homes connected (commissioned) to FTTH offers¹⁴ (Passive and Activated) by Orange Concessions ▪ % IPE connectable / number of target housing agreements ▪ % of FTTH connections / number of IPE connectable dwellings

¹² IPE: As part of the pooling and on a contractual basis, the operators exchange a file called the "IPE file" every two weeks (for "enriched prior information"). This file includes information such as the address of the address, the type of engineering, the number of dwellings, the type of zone, etc., for each address that is fibre optic or is currently being deployed. ¹⁴ ARCEP: Regulatory Authority for Electronic Communications, Posts and Press Distribution

¹³ ARCEP: Regulatory Authority for Electronic Communications, Posts and Press Distribution.

¹⁴ FTTH: FTTH (Fiber to the home) technology consists of bringing fiber optics to the subscriber. This end-to-end solution between the operator's connection exchange and the user increases the speed of Internet access, and therefore the quality of service.

	▪ Number of homes connected /M€ invested These indicators are quantitative and material to the use of proceeds categories financed through this bond and in line with the Suggested Impact Reporting metrics for Green Building, Sustainable Forestry, and Digital Inclusion by the HFIR and HFIRSB. This aligns with best market practices.
Data sourcing and methodologies of quantitative assessment	Green Buildings ▪ Energy Consumption The calculations of this consumption are based on generic databases (such as INIES)¹⁵ and reference tables¹⁶ from the ministries in charge of construction and energy transition. The so called "conventional" (used either to display a performance reference comparable to that of other buildings of the same nature (DPE), or to demonstrate compliance with a requirement, label or certification) and "forecast" (obtained by a calculation based on dedicated tools (TRNSYS,¹⁷ ENERGY+,¹⁸ etc.), often STDs.¹⁹ It is evaluated in conditions that are as close as possible to the future climatic environment of the building as well as its projected mode of occupancy) make it possible to meet two specific types of needs. Post-delivery, after one year of effective use taking into account the consumption of the occupants and a common reference for all assets, the actual energy consumption and GHG emissions. The latter takes into account the average performance by type of asset, age and geographical location. Consumption by type of energy and emission factors by source are also taken into account. ▪ Primary Energy and Final Energy Final energy is the amount of energy consumed and billed at its point of use. Primary energy represents the total amount of energy needed to provide the amount of final energy consumed by the user, i.e. by adding to this final energy the energy needed for its production and transport, integrating the concepts of production efficiency and losses.

¹⁵ INIES is a reference environmental and health database for the building industry.

¹⁶ For more information on the reference tables: <https://www.ecologie.gouv.fr/reglementation-thermique-rt2012>
<https://www.ecologie.gouv.fr/reglementation-environnementale-re2020>

¹⁷ TRNSYS is a dynamic thermal simulation software applied to buildings, developed by the University of Wisconsin.

¹⁸ ENERGY+ is a thermal and energy simulation program for buildings, developed by the United States Department of Energy.

¹⁹ STD: Dynamic Thermal Simulation allows a realistic approach to the thermal operation of the building thanks to detailed energy calculations.

- GHG

These are the greenhouse gases emitted by energy consumption. The data used to go from one kWh of energy to the amount of CO₂ emitted depends on the regulations²⁰ used, which are updated regularly. GHG emissions are calculated as follows:

- On scopes 1 (direct emissions) and 2 (indirect emissions)
- Based on the energy consumption used according to the emission factors (ADEME carbon base)
- According to the energy intensity certificate with assumption according to the energy source
- According to CRREM assumptions,²¹ in terms of average carbon performance by asset type and age
- By applying a climate coefficient according to the geographical area considered, established by ADEME.

Sustainable Forestry

The annual CO₂ sink in forest assets corresponds to the estimated sequestration during the year by forests through photosynthesis. It depends on the descriptive data of the massifs: type of stand, species, fertility, structure, surface area and age. Indeed, the stage of development of the forest stands has an influence on the well: for the same area of afforestation, a young plantation sequesters significantly less than a mature stand.

Digital Inclusion

The development of the indicators, based on the IPE file (Enriched Preliminary Information), is based on a pooling process between operators, established on a contractual basis. This file, exchanged every two weeks, contains detailed information for each address that is fiber or is being deployed. This information includes the address identifier ("hexacle"), the type of engineering, the number of dwellings, the type of area, and other relevant data. The methodology for Fiber-to-the-Home (FttH) coverage indicators is based on the collection of detailed data provided by operators on the deployment of fiber optic networks. ARCEP aggregates this data using the geographical codes of the INSEE (National Institute of Statistics and Economic Studies) to obtain, municipality by municipality, the absolute number of premises that can be connected to the FttH network. The FttH coverage rate of a municipality is defined as the

²⁰ EcoAct from PCAF (2020).

²¹ CRREM: Carbon Risk Real Estate Monitor.

	estimate of the proportion of dwellings or business premises that can be connected to one or more FttH networks. This rate is obtained by comparing the total number of FttH lines deployed declared by the operators to an account of the total number of premises in the municipality. For the first half of 2019, the total number of premises in a municipality is evaluated as the sum of housing and the number of business establishments with 1 or more employees, according to data published by INSEE.²² From the first quarter of 2020, the methodology for constructing the FttH coverage indicator differs. The share of premises that can be connected to fiber is calculated on the basis of the "best estimate of premises to date", made available by ARCEP since the fourth quarter of 2019. This estimate takes into account the highest number of premises among the figures put forward by the operators and INSEE. This methodology has been established to ensure the reliability, transparency and auditability of Orange Concessions' indicators and FttH coverage indicators. It provides a robust framework for the collection, aggregation and evaluation of the data needed to analyze and monitor the evolution of the deployment of very high-speed fiber optic networks. It should be noted that this methodology is subject to possible changes depending on ARCEP directives and technological advances in the field of electronic communications.
Baseline selection	For energy consumption, the Issuer uses the INIES, as well as the Simulation Thermique Dynamique (STD) and the Science Based Targets (SBTi) as baseline for its impact calculations. For GHG calculations, the baseline selected is the ADEME carbon base.
Scale and granularity	The impact data is presented at the project level for the indicators.

High-level mapping of the impact indicators with the U.N. Sustainable Development Goals

Based on the project categories financed and refinanced by the bonds as disclosed in the Issuer's Green and Sustainable Bonds Annual Report, the impact indicator(s) adopted by CNP Assurances for its Green and Sustainable Bonds can be mapped to the following SDGs, according to ISS ESG's SDG Solutions Assessment, a proprietary methodology designed to assess the impact of an Issuer's product or services on the U.N. SDGs.

²² INSEE: National Institute of Statistics and Economic Studies, a public agency responsible for collecting, producing, analysing and disseminating information on the French economy and society.

IMPACT INDICATORS	SUSTAINABLE DEVELOPMENT GOALS
Green Buildings ▪ Estimate of the evolution of energy consumption after the works (in %) ▪ Estimated evolution of CO₂ emissions (in %) ▪ Estimate of energy consumption avoided in a full year after the works (GWh) ▪ Estimated full-year avoided CO₂ emissions at the end of the work (tCO₂) ▪ Tonne of CO₂ avoided per million euros financed per year (tCO₂)	
Sustainable Forestry ▪ Gross annual storage balance (tCO₂eq) ▪ Tonne of CO₂ avoided per million euros financed per year (tCO₂)	
Digital Inclusion ▪ Number of target dwellings Agreement signed by local authority ▪ Number of IPE-connectable dwellings²³ (ARCEP definition)²⁴ ▪ Number of homes connected (commissioned) to FTTH offers²⁵ (Passive and Activated) by Orange Concessions	

²³ IPE: As part of the pooling and on a contractual basis, the operators exchange a file called the "IPE file" every two weeks (for "enriched prior information"). This file includes information such as the address of the address, the type of engineering, the number of dwellings, the type of zone, etc., for each address that is fiber optic or is currently being deployed. 14 ARCEP: Regulatory Authority for Electronic Communications, Posts and Press Distribution

²⁴ ARCEP: Regulatory Authority for Electronic Communications, Posts and Press Distribution.

²⁵ FTTH: FTTH (Fiber to the home) technology consists of bringing fiber optics to the subscriber. This end-to-end solution between the operator's connection exchange and the user increases the speed of Internet access, and therefore the quality of service.

- % IPE connectable / number of target housing agreements
- % of FTTH connections / number of IPE connectable dwellings
- Number of homes connected /M€ invested

OPINION

The allocation of the bond's proceeds has been disclosed, with a detailed breakdown across different eligible project categories as proposed in the Framework. The Green and Sustainable Bonds Annual Report has adopted an appropriate methodology to report the impact generated by providing comprehensive disclosure on data sourcing, calculation methodologies and granularity, reflecting best market practices. In addition, the impact indicators used align with best market practices using the HFIR's and HFIRSB's recommended metrics.

DISCLAIMER

1. Validity of the External Review ("External Review"): Valid as long as the Green and Sustainable Bonds Annual Report remains unchanged.
2. ISS Corporate Solutions, Inc. ("ISS-Corporate"), a wholly owned subsidiary of Institutional Shareholder Services Inc. ("ISS"), sells, prepares, and issues External Reviews, on the basis of ISS-Corporate's proprietary methodology. In doing so, ISS-Corporate adheres to standardized procedures designed to ensure consistent quality.
3. External Reviews are based on data provided to ISS-Corporate by the contracting party and may change in the future, depending in part on the development of market benchmarks and ISS-Corporate's methodology. ISS-Corporate does not warrant that the information presented in this External Review is complete, accurate or up to date. ISS-Corporate will not have any liability in connection with the use of these External Reviews, or any information provided therein. If the External Review is provided in English and other languages, in case of conflicts, the English version shall prevail.
4. Statements of opinion and value judgments given by ISS-Corporate are not investment recommendations and do not in any way constitute a recommendation for the purchase or sale of any financial instrument or asset. In particular, the External Review is not an assessment of the economic profitability and creditworthiness of a financial instrument, but refers exclusively to social and environmental criteria.
5. This External Review, certain images, text, and graphics contained therein, and the layout and company logo of ISS-Corporate, are the property of ISS-Corporate (or its licensors) and are protected under copyright and trademark law. Any use of such ISS-Corporate property requires the express prior written consent of ISS-Corporate. The use shall be deemed to refer in particular to the copying or duplication of the External Review wholly or in part, the distribution of the External Review, either free of charge or against payment, or the exploitation of this External Review in any other conceivable manner.

© 2025 | ISS Corporate Solutions, Inc.

ANNEX 1: Methodology

Review of the post-issuance reports

The ISS-Corporate Report Review provides an assessment of labeled transactions reporting against international standards using ISS-Corporate's proprietary [methodology](#).

High-level mapping to the SDGs

The 17 Sustainable Development Goals (SDGs) were endorsed in September 2015 by the United Nations and provide a benchmark for key opportunities and challenges toward a more sustainable future. Using a proprietary methodology based on ICMA's Green, Social and Sustainability Bonds: A High-Level Mapping to the Sustainable Development Goals, the extent the Issuer's reporting and project categories contribute to related SDGs is identified.

ANNEX 2: Quality management processes

ISSUER'S RESPONSIBILITY

The Issuer's responsibility was to provide information and documentation on:

- Green and Sustainable Bonds Annual Report
- Sustainable Bond Framework
- Proceeds allocation
- Reporting impact indicators
- Methodologies and assumptions for data gathering and calculation
- ESG risk management

ISS-CORPORATE'S VERIFICATION PROCESS

Since 2014, ISS Group, which ISS-Corporate is part of, has built up a reputation as a highly reputed thought leader in the green and social bond market and has become one of the first CBI-approved verifiers.

This independent Report Review has been conducted by following ICMA's Guidelines for Green, Social, Sustainability and Sustainability-Linked Bonds External Reviews, and its methodology, considering, when relevant, the ISAE 3000 (Revised), Assurance Engagements Other than Audits or Reviews of Historical Financial Information.

The engagement with CNP Assurances took place in July and August 2025.

ISS-CORPORATE'S BUSINESS PRACTICES

ISS-Corporate conducted this verification in strict compliance with the ISS Group Code of Ethics, which lays out detailed requirements in integrity, transparency, professional competence and due care, professional behavior and objectivity for the ISS business and team members. It is designed to ensure that the verification is conducted independently and without any conflicts of interest with other parts of the ISS Group.

About this Report Review

Companies turn to ISS-Corporate for expertise in designing and managing governance, compensation, sustainability and cyber risk programs that align with company goals, reduce risk and manage the needs of a diverse shareholder base by delivering best-in-class data, tools and advisory services.

ISS-Corporate assesses the alignment of the Issuer's report with external principles (e.g., the Green/Social Bond Principles), assesses the alignment of the Issuer's report against the commitments in the respective Framework, and analyzes the disclosure of proceeds allocation, data source and calculation methodologies of the reporting indicators against best market practices. Following these guidelines, we draw up an independent Report Review so investors are as well-informed as possible about the proceeds allocation and the impact of the sustainable finance instrument(s).

Please visit ISS-Corporate's [website](#) to learn more about our services for bond issuers.

For information on Report Review services, please contact SPOsales@iss-corporate.com.

Project team

Project lead

Vittoria Favalaro
Analyst
Sustainable Finance Research

Project supervision

Marie-Bénédicte Beaudoin
Executive Director
Head of Sustainable
Finance Research

**Assurons
un monde
plus ouvert**



**CNP Assurances,
une filiale de
La Banque Postale**



CNP Assurances – Siège social : 4 promenade Cœur de Ville 92130 Issy-les-Moulineaux – 01 42 18 88 88 – www.cnp.fr
Société Anonyme au capital de 686 618 477 € entièrement libéré – 341 737 062 RCS Nanterre
Entreprise régie par le code des assurances – IDU EMP FR231782_01ZWUC